



CARTOGRAPHIE DES ACTEURS ETATIQUES ET NON ETATIQUES (GOUVERNEMENT, OSC, SECTEUR PRIVE, PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS, ET LES GROUPES VULNERABLES) ET DES ESPACES DE DIALOGUE DANS LE DOMAINE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU NIVEAU NATIONAL ET LOCAL DU BURKINA FASO

Rapport final



Novembre 2021

SOMMAIRE

Pages

SIGLES ET ABREVIATIONS	4
RESUME.....	6
1..... CONTEXTE ET JUSTIFICATION.	8
2..... OBJECTIFS ET RESULTATS DE L'ETUDE.	9
2.1. Objectif global.....	9
2.2. Objectifs spécifiques.....	9
2.3. Résultats attendus.....	10
3..... METHODOLOGIE UTILISEE POUR ANALYSER LES PARTIES PRENANTES	10
4..... ACTEURS DANS LE DOMAINE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	12
4.1. Acteurs institutionnels	12
4.2. Acteurs au niveau local.....	15
4.3. Acteurs du privé.....	16
4.4. Acteurs de la formation et de la recherche.....	18
4.5. Organisations de la société civile y compris les acteurs vulnérables.....	20
4.6. Partenaires techniques et financiers.....	20
4.7. Analyse des forces et faiblesses des acteurs.....	23
5..... ESPACES DE DIALOGUE DANS LE DOMAINE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE.	28
5.1. Espaces de dialogue existant au niveau national, régional et local.....	28
5.2. Analyse des forces et faiblesses des espaces de dialogue.....	34
6..... ANALYSE DU POUVOIR.	37
6.1. Limites du système.....	37
6.2. Analyse des acteurs et réseaux.....	38
6.3. Politiques de pouvoir et contestation.....	39
6.4. Influence des parties prenantes identifiées.....	41
6.5. Les leviers.....	46
7..... PRINCIPAUX CONSTATS ET RECOMMANDATIONS.	46
7.1. Principaux constats.....	46
7.2. Recommandations.....	48
CONCLUSION.....	49
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	51

ANNEXES	53
Annexe 1 : liste des organisations de la société civile intervenant dans le domaine de l'environnement et des changements climatique	53
Annexe 2 : Liste des responsables rencontrés	108
Annexe 3 : guide d'entretien.....	112

Liste des tableaux

Tableau 1: répartition générale de l'échantillon.....	11
Tableau 2: répartition de l'échantillon par groupe d'acteurs	12
Tableau 3: acteurs institutionnels	13
Tableau 4: acteurs au niveau local.....	16
Tableau 5: quelques acteurs du privé	17
Tableau 6: acteurs de la formation et de la recherche	18
Tableau 7: partenaires techniques et financiers	21
Tableau 8: analyse FFOM des acteurs.....	24
Tableau 9: espaces de dialogues existant dans la zone d'intervention du programme.....	29
Tableau 10: analyse FFOM des espaces de dialogue	34
Tableau 11:synthèse des acteurs pertinents et influents	41

SIGLES ET ABREVIATIONS

AMVS	: Autorité de mise en œuvre de la Vallée du Sourou
APEFE	: Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger
ASDI	: Agence suédoise pour le développement international
BAD	: Banque africaine de développement
BM	: Banque mondiale
BMU	: Bundesministerium für Umwelt (Ministère fédéral de l'environnement, Allemagne)
BOAD	: Banque ouest-africaine de développement
CCNUCC	: Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CDN	: Contribution déterminée au niveau national
CONASUR	: Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation
DANIDA	: Coopération danoise
DGEE	: Direction générale de l'efficacité énergétique
DGER	: Direction générale des énergies renouvelables
DGPV	: Direction générale des productions végétales
FEM	: Fonds pour l'environnement mondial
GCF	: Green climate fund
GES	: Gaz à effet de serre
INERA	: Institut pour l'environnement et la recherche agricole
INSS	: Institut des sciences des sociétés
IRSAT	: Institut de recherche en sciences appliquées et technologies
IRSS	: Institut de recherche en sciences de la santé
KFW	: Kreditanstalt für Wiederaufbau (établissement de crédit pour la reconstruction)
MAAN	: Cadre des mesures d'atténuation appropriées au niveau national
MEA	: Ministère de l'eau et de l'assainissement
MEEVCC	: Ministère de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique
MENAPLN	: Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales
MESRSI	: Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'Innovation
MFSNAH	: Ministère de la femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire
MI	: Ministère des infrastructures
MINEFID	: Ministère de l'économie, des finances et du développement
MNV	: Mesure-notification-vérification
MRAH	: Ministère des ressources animales et halieutiques
MS	: Ministère de la santé
MTMUSR	: Ministère des transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière
MHU	: Ministère de l'habitat et de l'urbanisme
OSC	: Organisation de la société civile
PNSR	: Programme national du secteur rural
PNUD	: Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	: Programme des Nations unies pour l'environnement
SDR	: Stratégie de développement rural
SE/CNSA	: Secrétariat exécutif du conseil national de sécurité alimentaire

SNV : Organisation néerlandaise de développement
SP/CNDD : Secrétariat permanent du conseil national pour le développement durable
UEMOA : Union économique et monétaire ouest africaine
UICN : Union internationale pour la conservation de la nature
UFR/SJP : Unité de formation et de recherche en sciences juridiques et politiques
USAID : United states agency for international development

RESUME

En Afrique de l'ouest en général et au Burkina Faso en particulier, les changements climatiques constituent un défi majeur pour le développement durable. Les secteurs économiques clés tels que l'agriculture, l'élevage, l'eau, l'environnement et les ressources naturelles sont touchés par les effets néfastes des changements climatiques rendant le pays plus vulnérable. Le besoin de s'adapter et de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre a conduit le Burkina Faso à développer des politiques, stratégies, programmes et plans de développement prenant en compte les changements climatiques. Leur mise en œuvre nécessite la participation de tous les acteurs et une meilleure coordination des actions. D'où l'intérêt d'avoir une cartographie des acteurs étatiques, non étatiques et des espaces de dialogue dans le domaine du changement climatique au niveau national et local du Burkina Faso. Le programme Benkadi, mis en œuvre avec l'accompagnement des partenaires tels que Woord En Daad (WD), le Ministère des affaires étrangères (MoFA) des Pays-Bas et le gouvernement du Burkina Faso, a commandité cette étude dans l'optique d'identifier les acteurs étatiques et non étatiques et les espaces de dialogue dans le domaine des changements climatiques existant dans sa zone d'intervention.

En effet, 259 organisations de la Société civile et des Organisations non gouvernementales ont été répertoriés au niveau national et dans les 7 régions du programme Benkadi¹ représentant les groupes vulnérables dans la gestion des ressources naturelles et des changements climatiques. Ces organisations interviennent tant au niveau national que local à travers des coordinations régionales ou communales pour la grande majorité. Cependant, force est de constater l'absence d'une responsabilisation sur le plan institutionnel pour la mise en œuvre et le suivi des actions de la Contribution déterminée au niveau national, du plan national d'adaptation aux changements climatiques ainsi que la gestion des ressources naturelles en lien avec la société civile et les groupes vulnérables.

Aussi, pour les espaces de dialogues sur l'environnement et les changements climatiques, vingt-six espaces de dialogues, formels et informels, ont été identifiés du niveau central au niveau local. Dix-sept fonctionnent au niveau national, trois au niveau régional et six au niveau local. Le constat est que leur fonctionnement n'est toujours pas régulier par manque de moyens financiers. De plus, des espaces de dialogues sont mis en place dans le cadre de la gestion spécifique des ressources naturelles et fonctionnent à travers des projets.

¹ Le programme Benkadi intervient au Burkina Faso dans 7 régions sur les 13 que sont les régions du Nord, du Plateau Central, du Sahel, du Centre Nord, du Centre Ouest, du Centre Est et des Cascades.

Enfin, de l'analyse des données terrain, quatre cas concrets de plaidoyers et/ou interpellations réussis par les OSC pour influencer le débat, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques en matière de changement climatique au Burkina Faso ont été identifiés. Il s'agit de : (i) la mise en place d'un cadre de concertation formel pour les Organisations de la société civile sur la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des terres (REDD+), (ii) le plaidoyer pour la participation des jeunes aux instances internationales de négociation sur le climat, (iii) la mise en place et le fonctionnement au niveau national d'un espace de dialogue sur le climat reconnu à l'international consacré à la jeunesse et (iv) la campagne sur l'empreinte carbone pour la prise en compte de l'environnement et des changements climatiques dans les programmes de société des candidats en lice pour les élections.

Pour une meilleure prise en compte des aspirations de la société civile et des couches vulnérables et influencer le débat, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques en matière d'environnement et de changement climatique, les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit du Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (SPONG) à travers le programme Benkadi :

- ✓ Renforcer le plaidoyer et les capacités des acteurs de la société civile sur leurs rôles et responsabilités en tant qu'entités distinctes et transparentes pour redorer l'image écornée de la société civile et les amalgames de responsabilités avec les autres acteurs, notamment publics et politiques constatées sur le terrain ;
- ✓ Développer une stratégie de communication pour redonner de la visibilité au SPONG, et rétablir la confiance entre la société civile et la population à la base ;
- ✓ Renforcer la synergie d'action entre acteurs de la société civile pour une meilleure coordination des interventions et des investissements en faveur du climat ;
- ✓ Impliquer stratégiquement les gouvernorats, les conseils régionaux et les mairies à travers la signature de protocoles de collaboration dans leurs régions d'intervention ;
- ✓ Participer activement à travers une représentation de qualité lors de l'élaboration et la mise en œuvre des politiques en matière d'environnement, de changement climatique et rendre compte au gouvernement des interventions de la société civile à travers les comités de revue sectoriels ;
- ✓ Assurer un rôle de veille, de formation et de sensibilisation des ONG, associations et des populations en matière d'environnement et de changement climatique tout en intégrant des stratégies et méthodologies plus inclusives et participatives.

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.

Selon l'organisation mondiale de la météorologie (OMM, 2018), les niveaux de gaz à effet de serre qui retiennent la chaleur dans l'atmosphère ont atteint un niveau record de 407,8 parties par million. Au Burkina Faso en 2015 le total des émissions de gaz à effet de serre (GES), exprimé en équivalent CO₂ (Eq-CO₂), est d'environ 45 400 Gigagrammes (Gg), soit une augmentation de 91 % par rapport à l'année 1995. Si cette tendance se maintient, en 2030, le pays émettra plus de 72 000 Gg Eq-CO₂ (IGES, 2020). Cette évolution révèle que les générations futures seront confrontées à une aggravation croissante des conséquences des changements climatiques. Les conséquences vont contribuer à la remise en question et à la multiplication des tensions autour des modes de gestion « traditionnels » des ressources naturelles, dans un contexte où elles se font de plus en plus rares alors que la pression démographique s'accroît. Il est donc nécessaire de prendre des mesures urgentes pour atténuer les GES et s'adapter à leurs effets néfastes.

Les besoins d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques surtout dans les pays en développement nécessitent une action collective de tous les acteurs aussi bien du public, du privé, des organisations non gouvernementales, de la société civile et des municipalités pour mobiliser conjointement des ressources techniques et financières importantes. Au niveau national, les décideurs politiques doivent cerner les défis et opportunités et créer un environnement favorable mais également communiquer efficacement leurs objectifs aux différents acteurs. D'où l'importance du dialogue entre société civile, gouvernements et institutions politiques, partenaires techniques et financiers, sur les questions climatiques. Il est nécessaire que la société civile demande des comptes aux pays sur leurs engagements en matière de changements climatiques mais aussi que les acteurs de la société civile agissent pour s'adapter aux changements climatiques et en atténuer les émissions de gaz à effet de serre.

C'est dans ce contexte que le Secrétariat Permanent des Organisations non gouvernementales (SPONG) en consortium avec d'autres organisations de la société civile Ouest africaine (Bénin, Côte d'Ivoire et Mali) à travers le programme Benkadi a commandité une étude sur la « Cartographie des acteurs étatiques et non étatiques (gouvernement, OSC, secteur privé et PTF, et les groupes vulnérables) et des espaces de dialogue dans le domaine du changement climatique au niveau national et local du Burkina Faso en 2021 ». L'étude permettra d'établir la situation de référence des acteurs étatiques et non étatiques ainsi que les espaces de dialogue dans le domaine du changement climatique au niveau national et local du Burkina Faso.

2. OBJECTIFS ET RESULTATS DE L'ETUDE.

2.1. Objectif global.

L'objectif global de l'étude est de réaliser une cartographie des acteurs étatiques et non étatiques (gouvernement, OSC, secteur privé et PTF, et les groupes vulnérables) et des espaces de dialogue dans le domaine du changement climatique au niveau national et local du Burkina Faso.

2.2. Objectifs spécifiques.

Il s'agit de manière spécifique, à travers cette étude de :

- ✓ cartographier les acteurs (étatiques et non étatiques) qui interviennent dans la lutte contre les changements climatiques au Burkina Faso et notamment dans les 7 régions d'intervention du programme Benkadi ;
- ✓ identifier les espaces de dialogue qui existent sur le changement climatique au niveau national et local et les possibilités pour les OSC d'y participer ;
- ✓ déterminer le profil des acteurs intervenant dans les différents secteurs économiques vulnérables aux changements climatiques ;
- ✓ déterminer le nombre d'organisations représentant les groupes vulnérables qui participent à la mise en place et le suivi évaluation de la CDN et du PNA au niveau national et local notamment dans les 7 régions du programme Benkadi ;
- ✓ déterminer le nombre de plaidoyers/interpellations réussis par les OSC pour influencer le débat, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques en matière de changement climatique au Burkina Faso ;
- ✓ déterminer le nombre d'espaces de dialogues qui existent au niveau national et local notamment dans les régions du programme Benkadi ;
- ✓ faire ressortir les relations de pouvoir/influence/centre d'intérêt qui entravent ou facilitent la participation des OSC représentant des groupes vulnérables aux espaces de dialogue sur le changement climatique au niveau national et local ;
- ✓ faire des recommandations et des suggestions dans le but de permettre au programme Benkadi d'entreprendre des actions de plaidoyer/interpellation en vue d'une meilleure participation de la société civile dans la gouvernance climatique au Burkina Faso.

2.3. Résultats attendus.

Les résultats attendus à l'issue de cette mission sont :

- ✓ un répertoire des acteurs (étatiques et non étatiques) qui interviennent dans la lutte contre les changements climatiques au Burkina Faso et notamment dans les 7 régions d'intervention du programme Benkadi est disponible ;
- ✓ les espaces de dialogue qui existent sur le changement climatique au niveau national et local et les possibilités pour les OSC d'y participer sont identifiés ;
- ✓ le profil des acteurs intervenant dans les différents secteurs économiques vulnérables aux changements climatiques est déterminé ;
- ✓ le nombre d'organisations représentant les groupes vulnérables qui participent à la mise en place et le suivi évaluation de la CDN et du PNA au niveau national et local notamment dans les 7 régions du programme Benkadi est déterminé ;
- ✓ le nombre de plaidoyers/interpellations réussis par les OSC pour influencer le débat, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques en matière de changement climatique au Burkina Faso est déterminé ;
- ✓ le nombre d'espaces de dialogues qui existent au niveau national et local notamment dans les régions du programme Benkadi est déterminé ;
- ✓ les relations de pouvoir/influence/centre d'intérêt qui entravent ou facilitent la participation des OSC représentant des groupes vulnérables aux espaces de dialogue sur le changement climatique au niveau national et local sont établies ;
- ✓ des recommandations et des suggestions dans le but de permettre au programme Benkadi d'entreprendre des actions de plaidoyer/interpellation en vue d'une meilleure participation des organisations de la société civile dans la gouvernance climatique au Burkina Faso sont formulées.

3. METHODOLOGIE UTILISEE POUR ANALYSER LES PARTIES PRENANTES

Pour mener à bien cette étude, une rencontre de cadrage a eu lieu au sein du Secrétariat Permanent des Organisations non gouvernementales. Elle a permis d'éclaircir, de préciser les attentes, et d'adopter un calendrier de travail adapté. La rencontre de cadrage nous a permis également de comprendre davantage les termes de référence, de discuter d'ores et déjà sur la

méthodologie adoptée et de faire le point sur les informations dont dispose le programme. Elle a servi de tremplin pour présenter le plan de rédaction, les outils de collecte et le projet de liste des acteurs à enquêter. La méthodologie a été développée en quatre grandes phases qui se résument comme suit :



✓ Prise de connaissance de la base bibliographique fournie et recherches complémentaires ;	✓ Elaboration du guide d'entretien, du questionnaire et réalisation des entretiens ;	✓ Fiches de synthèse des acteurs, des espaces de dialogues et des actions menées	✓ Identification des problématiques techniques et institutionnelles rencontrées, les forces, les faiblesses, synthèse et recommandations ;
✓ Collecte des contacts fournis par SPONG et le Programme Benkadi	✓ L'administration du questionnaire s'est faite aussi par mail et/ou téléphone		✓ Elaboration du projet de rapport

Pour l'administration des fiches de collecte de données, l'échantillonnage s'est fait sur un choix raisonné de structures, institutions, organisation de la société civile, partenaires et personnes ressources ayant un intérêt pour les changements climatiques et la gestion de l'environnement. Un total de soixante-six (66) acteurs ont été enquêtés repartit comme suit dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 1: répartition générale de l'échantillon

Type acteurs	Nombre	%
Total pour l'organisation de la société civile	26	39
Total pour l'Etat	34	52
Total pour le privé	6	9
Total	66	100

Tableau 2: répartition de l'échantillon par groupe d'acteurs.

Type acteurs	Nombre	%
Représentant de l'Etat au niveau local	28	42,42
Représentant des OSC au niveau local	21	31,82
Représentant de l'Etat au niveau central	6	9,09
Représentant des OSC au niveau central	5	7,58
Acteur du privé au niveau local	1	1,52
Acteur du privé au niveau Central	3	4,55
Partenaires techniques et financiers	2	3,03
Total	66	100,00

4. ACTEURS DANS LE DOMAINE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Au Burkina Faso, pour la lutte contre les effets des changements climatiques, plusieurs acteurs sont impliqués à des niveaux différents. Ils sont constitués d'une part des acteurs gouvernementaux au niveau central, déconcentré et décentralisé en tant que garants du pouvoir public et d'autres part, des organismes internationaux, les institutions de coopération, les ONG et associations, les universités et centres de recherches et le secteur privé, qui jouent le rôle de partenaires technique, de partenaires financiers et de veille sur l'action gouvernementale.

4.1. Acteurs institutionnels

Les acteurs publics sont tous ceux qui, de près ou de loin, assument une mission en faveur d'une collectivité publique (Pierre Pech, 2008). L'État à travers les acteurs gouvernementaux et les pouvoirs publics, à tous les échelons, sont les garants du bien public. C'est à eux que reviennent la charge de définir les politiques, les stratégies, la législation et de jouer le rôle de coordination et d'animation. En matière de changement climatique, nombreux sont les institutions de l'Etat au niveau central, déconcentré et décentralisé dont des actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des politiques, stratégies, plans, programmes et projets, peuvent contribuer à la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques ou réduire les gaz à effet de serre. Les principaux départements ministériels concernés par l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques assortis de leurs rôles et/ou domaines d'interventions sont énumérés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3: acteurs institutionnels.

N°	Structures	Rôle/domaines d'intervention
1.	Primature	<p>-Donne l'orientation globale en matière de développement à travers la nomination d'un ministre en charge des questions d'environnement et de changement climatique ;</p> <p>-Leadership institutionnel en matière de finance climatique à travers le Secrétariat exécutif du fonds vert pour le climat au Burkina Faso (SE-FVC/BF) ;</p> <p>-Leadership du département de la gouvernance du développement rural et le Commissariat général du développement durable.</p>
2.	Ministère en charge de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique	<p>-Leadership institutionnel à travers le Secrétariat Permanent du CNDD en matière de lutte contre le changement climatique ;</p> <p>-Lutte contre les impacts des changements climatiques sur les ressources naturelles ;</p> <p>-Contribution des actions de reboisement, à la restauration des sols dégradés et la préservation des forêts et à la réduction des émissions/séquestration du carbone ;</p> <p>-Leadership de la Direction générale de l'économie verte et du changement climatique dans la promotion et le transfert de technologies durables.</p>
3.	Ministère en charge de l'économie des finances et du développement	<p>-Leadership en matière de fonds pour l'adaptation et la coopération en matière de changement climatique ;</p> <p>-Suivi de l'impact du changement climatique sur l'économie ;</p> <p>-Financement pour la mise en œuvre des actions d'adaptation et d'atténuation.</p>
4.	Ministère en charge de l'agriculture et des aménagements	<p>-Lutte contre les impacts négatifs du changement climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire</p>

N°	Structures	Rôle/domaines d'intervention
	hydrauliques et de la mécanisation.	-Contribution aux bonnes pratiques d'adaptation (restauration des terres dégradées) à la réduction des émissions des GES
5.	Ministère en charge des transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière.	-Rôle du secteur des transports en matière d'émissions de carbone ; -Rôle de l'Agence nationale de la météorologie dans la lutte face au changement climatique.
6.	Ministère en charge des Infrastructures.	-Contribution à l'atténuation des émissions à travers la CDN secteur d'infrastructure ; -Suivi des impacts des paramètres climatiques sur les infrastructures ; -Préservation de l'environnement en verdissant les infrastructures.
7.	Ministère en charge des ressources animales et halieutiques.	- Lutte contre les impacts du changement climatique sur les ressources animales et halieutiques ; -Contribution du programme biodigesteur à la réduction des émissions des GES.
8.	Ministère en charge de l'énergie, des mines et des carrières	-Lutte contre les impacts du changement climatique sur le secteur de l'énergie et des mines ; -Apport des énergies renouvelables à la réduction des GES.
9.	Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	-Lutte contre les impacts du changement climatique sur l'habitat et l'urbanisme ; -Apport des innovations sur les économies d'énergies.
10.	Ministère en charge de l'eau et de l'assainissement	-Suivi des impacts du changement climatique sur les ressources en eau et les aménagements hydrauliques ; -Adaptation des infrastructures aux paramètres climatiques ; -Réduction des émissions induites par les actions d'assainissement.
11.	Ministère en charge de la santé	-Suivi des impacts du changement climatique sur la santé et proposition de mesures d'adaptation ;

N°	Structures	Rôle/domaines d'intervention
12.	Ministère de la communication	-Accompagnement dans l'information et la sensibilisation pour l'adaptation, la résilience et l'adaptation au changement climatique.
13.	Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation.	-Prendre en compte du changement climatique dans les modules d'enseignement.
14.	Ministère en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	-Recherche actions et recherche développement dans la lutte face aux effets néfastes du changement climatique et à la réduction des GES ; -Développement des facteurs d'émissions et modélisation du climat ; Renforcement de capacités des parties prenantes.
15.	Ministère en charge de l'administration territoriale	-Protection civile dans la gestion des risques de catastrophes en lien avec le climat (dispositifs en lien les plans ORSEC).
16.	Ministère en charge de la femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire	-Secours d'Urgence et de Réhabilitation dans la préparation et la réponse aux catastrophes naturelles ; -Plan sectoriel genre en lien avec la mise en œuvre de la CDN ; -Suivi de la prise en compte du genre dans la lutte contre les changements climatiques ; -Mise en œuvre d'actions d'adaptation et d'atténuation prenant en compte le genre.

4.2. Acteurs au niveau local.

Les acteurs locaux sont ceux qui interviennent au niveau déconcentré sur qui le programme pourra s'appuyer pour l'atteinte de ses objectifs. Ces acteurs sont, soit désignés par les citoyens à la faveur d'élections et représentent leurs collectivités, ou nommés pour représenter l'administrations, à tous les niveaux. Au niveau local, les acteurs des collectivités territoriales (régions, communes, départements et services déconcentrés de l'Etat) sont une énorme force d'appui aux politiques de l'Etat à travers sa déclinaison au niveau local. En matière de changement climatique, le niveau local apparaît comme un maillon incontournable. Il permet un développement d'actions adaptées aux contextes locaux spécifiques incarnant de

façon concrète une politique et touchant les citoyens dans leur quotidien. La déclinaison des politiques climatiques, les CDN et les PNA, se fait à travers leurs intégrations dans la planification local.

Tableau 4: acteurs au niveau local

N°	Structures	Rôle/domaines d'interventions
1	Conseil municipal	Leadership dans la mise en œuvre de la politique de l'Etat au niveau local.
2	Conseil régional	Leadership au niveau régional sur les questions de développement à travers des avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par l'Etat ou par d'autres collectivités.
3	Directions régionales en chargés du développement rural (Agriculture, eau, environnement, élevage)	Mise en œuvre des actions d'adaptation et d'atténuation sur le terrain, leurs suivis et le rapportage ; Accompagnement des collectivités territoriales ; Appui conseil aux organisations de la société civile au niveau déconcentré.
4	Services déconcentrés de l'administration territoriales (gouvernorats, haut Commissariats, préfectures, etc.)	Accompagnement, mise en œuvre et suivi de la politique gouvernementale : Déclinaison de la politique, stratégie et plan du gouvernement au niveau local.
4	Bureaux d'études et de contrôles au niveau local	Accompagnement des collectivités, des associations et ONG dans le suivi et la mise en œuvre de projet d'adaptation et d'atténuation.

4.3. Acteurs du privé.

Les acteurs du privé contribuent aux efforts du pays dans la lutte contre les effets néfastes du changement climatique. En effet, ces acteurs accompagnent l'Etat dans ses efforts d'adaptation au dérèglement climatique et d'atténuation des GES à travers la promotion du développement durable. Leurs actions sont plus visibles dans des secteurs tels que les énergies propres, la télécommunication, les médias, la recherche, l'éducation, etc. A titre indicatif, nous

pouvons citer dans le tableau ci-dessous, des acteurs du privés dont le rôle dans l'adaptation et la résilience au changement climatique est de plus en plus croissant.

Tableau 5: quelques acteurs du privé

N°	Entreprises privées	Observations
1	Presses écrites (L'Observateur paalga, le pays, envir-infos, lefasonet...)	Diffusion de l'information sur les services climatiques, sensibilisation sur les implications des changements climatiques.
2	Médias audiovisuels (Rtb, Bf1, Canal3, Savane FM, Burkina infos...)	Diffusion de l'information sur les services climatiques. Acteurs clés de la plateforme sur le système d'alerte précoce, sensibilisation sur les aléas climatiques.
3	Société de téléphonie mobile Telecel	Actrices clés de la plateforme sur le système d'alerte précoce.
4	Société de téléphonie mobile Onatel	
5	Société de téléphonie mobile Orange	
6	ES TECHNIC	Entreprise spécialisée dans la fourniture des produits et des services de qualité.
7	PPS Sarl	Ingénierie industrielle / Optimisation énergétique, concepteur de solutions solaires en Afrique, prestations et fournitures d'équipements industriels et miniers.
8	Prestataire d'Appui à la maîtrise d'ouvrage (PAMO)	Appui conseil et suivi de l'exécution des travaux sur le terrain.
9	Opérateur d'appui Conseil (OAC)	Appui conseil et suivi de l'exécution des travaux sur le terrain.
10	Compagnies minières (ESSAKANE, SEMAFO, etc.)	Promotion des énergies renouvelables.
11	Coris Banque Burkina Faso	Promotion des financements verts.

4.4. Acteurs de la formation et de la recherche.

En prélude aux négociations de l'Accord de Paris sur le climat, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) confirmait que le réchauffement du climat était sans équivoque et que depuis 1950, la plupart des changements observés sont sans équivalent depuis des décennies, voire des millénaires (GIEC, 2014). C'est dans les pays en développement, particulièrement vulnérables, que les effets du changement climatique seront les plus violents. Pour plus d'efficacité dans la lutte, il est nécessaire que les pays disposent de connaissances scientifiques fiables sur l'évolution du climat et les techniques d'adaptation et d'atténuation. Au Burkina Faso un certain nombre de structures universitaires, des institutions et centres de recherche travaillent sur des thématiques en lien avec les changements climatiques. Le tableau ci-après donne des indications sur les acteurs intervenant dans le domaine.

Tableau 6: acteurs de la formation et de la recherche.

N°	Structures	Champs d'action
1.	Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou	Laboratoires, Instituts et UFR traitant directement ou indirectement, entre autres, des recherches en lien avec le changement climatique.
2.	WASCAL, le Centre ouest-africain de service scientifique sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres.	Laboratoire de recherche en lien avec les changements climatiques ; Mettre en place des réseaux d'observation multidisciplinaires axés sur le climat, l'hydrologie, la biodiversité, la socio-économie, la télédétection, l'arpentage, la collecte de données et l'assurance/contrôle de la qualité ; Mettre à la disposition des décideurs des données fiables à même de faciliter la prise de décisions appropriées.
3.	Université Thomas SANKARA	CEDRES de l'UFR/SEG, et recherche sur le droit de l'environnement et la Gestion des risques à l'UFR/SJP.
4.	Université Norbert Zongo de Koudougou	Laboratoire de modélisation sur les projections climatiques

N°	Structures	Champs d'action
5.	Université Nazi Boni de Bobo-Dioulasso	Laboratoire de recherche en lien avec les implications des changements climatiques pour le secteur rural (agriculture, foresterie, élevage...) Laboratoires, Instituts et UFR traitant directement ou indirectement, entre autres, des recherches en lien avec le changement climatique.
6.	Université de Dédougou	Institut des sciences de l'environnement et du développement rural.
7.	Centre national de recherche scientifique et technologique	Les recherches dans les différents instituts (INERA, IRSAT, INSS, IRSS).
8.	Centre national de semences forestières	Recherche et production de semences forestières adaptées aux besoins des activités de reboisement.
9.	Centre d'analyse des politiques économiques et sociales (CAPES)	Conception et analyse des politiques économiques et sociales de l'Etat à moyen et long terme.
10.	Centre africain de recherche scientifique et de formation	Recherche et renforcement des capacités en lien avec le changement climatique.
11.	Centre Muraz de Bobo Dioulasso	Promotion et réalisation de recherche en santé, formation et l'expertise en biologie médicale, sciences humaines et santé publique.
12.	Université aube nouvelle	Recherche et renforcement des capacités en lien avec le changement climatique (Gouvernance des secteurs socio-économiques)
13.	2iE	Recherche et renforcement des capacités en lien avec le changement climatique notamment en eau et environnement
14.	Centre de recherche en santé de Nouna	Promotion et recherche sur le nexus santé-climat
15.	Ecole Nationale des eaux et forêts et son Centre	-Formation des cadres de l'administration et du privé en environnement et en foresterie ;

N°	Structures	Champs d'action
	national de formation sur la REDD+ (CENAFOR/REDD+)	-Renforcement des compétences locales voire sous régionales sur les thématiques émergentes en lien avec la REDD+ et les changements climatiques.

4.5.Organisations de la société civile y compris les acteurs vulnérables.

Dans la lutte contre les changements climatiques et la question de développement, les ONG et associations de développement sont des acteurs importants compte tenu de leur adhésion et leur forte implication dans la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement du Burkina Faso. Que ce soit du côté du gouvernement ou des collectivités territoriales, leur objectif est de contribuer à améliorer les conditions de vie des populations. Elles interviennent individuellement ou en groupe pour l'atteinte de l'objectif commun.

Le Burkina Faso dispose d'une coalition des organisations de la société civile sur les changements climatiques forte de plus d'une quarantaine de membres, d'un réseau de communicateur sur les changements climatiques, d'une coalition des ONG et association sur la REDD+, d'une Coordination des jeunes sur les changements climatiques, d'un ensemble d'organisation de la société civile partenaire du Secrétariat Permanent du CNDD, etc. Ils mènent sur le terrain des actions d'adaptation et d'atténuation essentiellement orientées vers les communes rurales, de la sensibilisation, de plaidoyers et de formation. Leurs actions s'alignent sur les priorités définies dans les documents politiques et stratégiques du gouvernement. Dans la zone d'intervention du programme Benkendi, elles sont plus de 250 acteurs identifiés qui pourront accompagner les actions pour l'atteinte des objectifs du prohramme. (Cf. listes en annexe).

4.6.Partenaires techniques et financiers.

Sont considérés comme partenaires techniques et financiers les missions de coopération et organismes internationaux ou sous régionaux qui interviennent au Burkina Faso, et qui d'une manière ou d'une autre, soutiennent les efforts de l'État en matière d'adaptation et d'atténuation dans le domaine des changements climatiques.

Tableau 7: partenaires techniques et financiers

N°	Structures	Domaines d'interventions/Centre d'intérêts
1	FAO	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par le renforcement de la résilience ; Renforcement des capacités et de la gouvernance sur le secteur rural.
2	DANIDA	Renforcement des capacités des acteurs du développement et le secteur de l'agriculture.
3	FEM /Fonds CBIT	Renforcement du système de transparence en matière de climat en lien avec l'adaptation et l'atténuation
4	USAID	Renforcement de la résilience des populations dans les secteurs agro-sylvo-pastoraux.
5	GGGI	Perspective de mise en place d'un système MNV en lien avec les procédés industriels et l'énergie.
6	ASDI	Programme de formation des acteurs, financement des actions d'atténuation et d'adaptation.
7	GIZ	Renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en œuvre d'actions d'adaptation et d'atténuation relatives aux changements climatiques.
9	AFD	Développement des politiques et projets d'adaptation en lien avec les forêts.
10	Coopération luxembourgeoise	Protection et valorisation durable des ressources forestières et fauniques dans une dynamique de gouvernance environnementale et de développement durable.
11	PNUD	Renforcement des capacités des acteurs du développement et adaptation des secteurs agro-sylvo-pastoraux, appui à l'élaboration/révision des documents de politique en lien avec le climat.
12	PNUE	Evaluation du coût des impacts du changement climatique sur les ressources naturelles.
13	Union européenne	Environnement, changement climatique et économie verte.
14	Gouvernement Canadien	Environnement, changement climatique et économie verte Résilience des communautés, MRV.
15	Gouvernement indien	Energie solaire, économie verte et changement climatique

N°	Structures	Domaines d'interventions/Centre d'intérêts
16	Fond vert pour le climat	Adaptation et réduction des émissions de GES dans les secteurs du développement rural et de l'énergie
17	Banque africaine de développement (BAD)	Agro foresterie Gestion Participative des forêts classées pour la REDD+
18	Banque mondiale	Renforcement des capacités des acteurs du développement et adaptation des secteurs agro sylvo pastoraux.
19	Organisation néerlandaise de développement (SNV)	Renforcement des capacités aux institutions et organisations locales ; Intervient dans le domaine de l'atténuation (Biomasse énergie, NAMA) et de l'adaptation.
20	Coopération financière allemande KFW	Atténuation dans le domaine de la biomasse énergie (NAMA).
21	Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et la sûreté nucléaire (BMU)	Biomasse énergie (NAMA).
22	UICN/Programme Burkina	Renforcement des capacités des acteurs, réduction de la vulnérabilité des secteurs agro-sylvo-pastoraux.
23	Tree Aid	Agro foresterie.
24	CILSS	Renforcement des capacités des acteurs, réduction de la vulnérabilité des secteurs agro-sylvo-pastoraux aux changements, prise en compte du changement climatique dans les documents de politique
25	AGRHYMET	Modélisation climatique, renforcement de capacités des acteurs, contribution à la prévision saisonnière, outils de planification ou d'intégration du changement climatique dans les politiques.
26	CEDEAO	Renforcement du dispositif règlementaire de réduction des risques de catastrophes, actions de réduction de la vulnérabilité des ressources en eau au changement climatique.

N°	Structures	Domaines d'interventions/Centre d'intérêts
27	BOAD	Amélioration de la performance climatique, prise en compte de la promotion des énergies renouvelables.
28	Coopération néerlandaise	Amélioration de la résilience des populations et de la performance climatique.
29	Agence belge de développement (ENABEL)	Renforcement de l'entrepreneuriat verte ; Soutien à la mise en place du MRV ; Amélioration de la résilience des communautés ;

4.7. Analyse des forces et faiblesses des acteurs.

Le tableau ci-dessous fait une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) des acteurs intervenant dans le domaine des changements climatiques au Burkina Faso. Cette analyse est faite par type d'acteurs afin de déterminer les leviers à actionner.

Tableau 8: analyse FFOM des acteurs.

Types d'acteurs	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Acteurs institutionnels (les acteurs publics)	<ul style="list-style-type: none"> -Existence des ministères en charge des questions de développement et prise en compte de la question des changements climatiques ; -Leadership en matière de changement climatique porté par un seul ministère qui coordonne la prise en compte des changements climatiques ; -Existence d'acteurs compétents en matière de changement climatique ; -Déconcentration des acteurs ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Mobilité du personnel ; -Insuffisance de personnels qualifiés sur les questions de changements climatiques ; -Insuffisance de moyens financiers pour la mise en œuvre des programmes de travail en lien avec les changements climatiques ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Mise en place de politiques, stratégies nationales ou programmes de portée globale ou sectorielle en matière de climat ; -Mise en œuvre de politiques et stratégies qui ont des points de connexion avec le changement climatique de façon générale : 	<ul style="list-style-type: none"> -Instabilité politique qui peut conduire à une réorganisation des acteurs et la gestion du pouvoir ;
Acteurs au niveau local	<ul style="list-style-type: none"> -Représentation des acteurs publics au niveau décentralisé ; -Bonne connaissance des besoins et prise de conscience de l'importance et de l'intérêt de travailler sur un territoire pour traiter des 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement des capacités locales insuffisant ; -Faible mobilisation des ressources financières par les collectivités territoriales 	<ul style="list-style-type: none"> -Enthousiasme des communautés locale à participer à la lutte contre les changements climatiques ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de cohérence dans les actions entre les différents acteurs au niveau local (élus et nommés) ; -Instabilité politique et l'insécurité

Types d'acteurs	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
	<p>enjeux de développement local ;</p> <p>-Possibilité pour les collectivités territoriales de développer des initiatives en matière de changements climatiques ;</p>			<p>-Coordination peu satisfaisante avec les autres échelons territoriaux ;</p>
Acteurs du privé	<p>-Accompagnement de l'Etat et des CT (prestations de services, réalisation d'infrastructures de développement pour la gestion de l'environnement ;</p> <p>-Investissement dans les infrastructures vertes pour faciliter la transition énergétique ;</p> <p>-Secteur privé bien structuré,</p> <p>-Réalisation de partenariat avec des acteurs étatiques (ministères et collectivités) ;</p>	<p>-Insuffisance technique pour la mobilisation des financements climatiques à l'international ;</p> <p>-Absence d'institution nationale de financement pour accompagner le secteur privé dans le financement des activités en lien avec le climat ;</p> <p>-Difficultés d'accès au financement climat à l'échelle internationale</p>	<p>- Création en cours d'un cadre permanent de concertation entre PTF et entre PTF et Etat ;</p> <p>-Accréditation en cours de Coris Bank pour le Fonds vert climat afin d'accompagner le secteur privé ;</p> <p>-Cadre réglementaire national incitatif pour le secteur privé ;</p>	<p>Difficulté à mobiliser les finances climatiques au niveau international, par exemple le fond vert climat ;</p> <p>-Même avec l'accréditation de Coris Bank, le manque de compétences techniques au niveau du privé pourrait freiner la mobilisation des ressources ;</p>

Types d'acteurs	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Acteurs de la formation et de la recherche	<ul style="list-style-type: none"> -La valorisation des savoirs et savoir-faire locaux ; -Partage des connaissances et d'expériences entre les chercheurs. 	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de synergie entre la recherche et les acteurs terrain pour la valorisation des résultats de recherche ; -Insuffisance du budget consacré à la recherche sur l'adaptation et l'atténuation. 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'une politique Nationale de la recherche scientifique et technologique ; -Evaluation des besoins technologiques en matière d'adaptation et d'atténuation. 	<ul style="list-style-type: none"> Manque d'intérêt des chercheurs pour la recherche développement en lien avec les changements climatiques.
Organisations de la société civile (y compris les acteurs vulnérables)	<ul style="list-style-type: none"> -Existence de nombreuses organisations de la société civile œuvrant dans la gestion de l'environnement ; -Regroupement en coalitions, en faîtières et en réseau ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de compétence techniques en leurs sein pour conduire les débats ; -Méconnaissance de certaines organisations de la société civile de leurs rôles ; -Faible niveau d'instruction 	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'autres ONG et OSC intervenant dans le domaine de l'environnement et du changement climatique ; donc un partenariat pourrait être établi pour renforcer la collaboration pour une meilleure synergie et un partage d'information. 	<ul style="list-style-type: none"> -Multitude des acteurs isolés dont les actions non coordonnées au niveau national ; -Rupture de confiance entre la société civile et la population à la base ; - Confusion de leurs rôles à celui des acteurs gouvernementaux qui peut les amener souvent à vouloir se substituer à l'Etat ;

Types d'acteurs	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Partenaires techniques et financiers	<ul style="list-style-type: none"> -Existence de partenaires pour soutenir l'action climatique ; -Existence d'un cadre d'échanges avec un chef de file des PTF ; -Réalisation de partenariat avec des acteurs étatiques (ministères et collectivités). 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible niveau de financement accordé ; -Faible pérennisation par l'Etat des actions initiées par les PTF. 	<ul style="list-style-type: none"> -Opportunité de financement et de développement de partenariats dans le secteur des emplois verts ; Cadre règlement et institutionnel favorables aux investisseurs. 	<ul style="list-style-type: none"> -Raréfaction des financements extérieurs et intérieurs due aux différentes crises économiques mondiales ; -Situation sécuritaire du pays ; -Maladie à coronas virus.

5. ESPACES DE DIALOGUE DANS LE DOMAINE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE.

Pour contribuer à la lutte contre le changement climatique, le Burkina Faso a ratifié la Convention cadre des nations unies sur les changements climatiques le 2 septembre 1993, le Protocole de Kyoto le 31 mars 2005, l'Accord de Paris le 11 novembre 2016, l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto le 29 novembre 2016. Le Burkina Faso a aussi soumis sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) et dispose de son Plan national d'adaptation sur le changement climatique. Le pays met en œuvre des actions d'adaptation et d'atténuations pour contribuer à l'effort mondial de réduction des GES et améliorer la résilience de la population. Toutes ces actions se mènent dans une concertation permanente.

5.1.Espaces de dialogue existant au niveau national, régional et local.

Pour une meilleure coordination, plusieurs espaces de concertation et de dialogue furent mis en place, tant au niveau national, régional que communal. Ces espaces de dialogues dont les cadres sont en perpétuels améliorations regroupent les acteurs étatiques et non étatiques. Dans le cadre de cette étude, vingt-six cadres, formelles et informelles, ont été identifiés du niveau central et au niveau local. Dix-sept fonctionnent au niveau national, trois au niveau régional et six au niveau local. Le tableau ci-dessous fait la synthèse de ses espaces de dialogue.

Tableau 9: Espaces de dialogue existant dans la zone d'intervention du programme.

N°	Espaces de dialogue	Objectifs/Missions	Niveau/zone d'intervention	Statut
1	La Plateforme des champions des tenures foncière et forestières (TENFOREST)	Créée en juillet 2011 avec 35 organisations qui s'intéressent aux questions du genre, du changement climatique, ainsi que des droits et tenures fonciers et forestiers. Son objectif est de rechercher l'équité dans la gestion des ressources foncières et forestières	National	Formalisé
2	Cadre de concertation unique des conventions et accords en matière d'environnement (CCUC)	Créé en 2007, son objectif est de renforcer la synergie d'action autour des accords internationaux portant sur l'environnement auxquels le Burkina Faso est partie prenante. Les activités du CCUC couvrent l'ensemble des conventions relatives à l'environnement et les opportunités de financement qui leurs sont dédiées, notamment le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) qui soutient les conventions relatives à la diversité biologique, aux changements climatiques, à la lutte contre la désertification et aux polluants organiques persistants et à la couche d'ozone.	National	Formalisé
3	Cadre Sectoriel de dialogue "Environnement, eau et assainissement"	Espace d'échange regroupant l'ensemble des acteurs du secteur de planification ainsi que les collectivités territoriales, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé et les organisations non gouvernementales.	National	Formalisé
4	Dialogue structuré national sur le fonds vert pour le climat (FVC)	Son objectif global est de renforcer la synergie d'actions entre les parties prenantes pour une mobilisation plus accrue des financements du Fonds vert pour le climat au profit du Burkina Faso. Elle constitue un cadre d'échange entre acteurs impliqués dans la mobilisation des ressources du FVC.	National	Non Formalisé
5	Conférence nationale sur le développement durable (CONADD)	Organe suprême du Conseil national pour le développement durable, elle a pour objectif de définir les grandes orientations en matière de développement durable. Elle réunit les acteurs provenant du niveau central, des régions, des collectivités, des associations et ONG et du secteur privé.	National	Formalisé

N°	Espaces de dialogue	Objectifs/Missions	Niveau/zone d'intervention	Statut
6	Cadres d'échanges de l'Autorité nationale désignée du mécanisme pour un développement propre (AND/MDP)	Elles se tiennent deux fois dans l'année en sessions ordinaires qui réunissent les acteurs au niveau national sur les questions de financement des projets d'atténuation.	National	Formalisé
7	Comité technique de suivi (CTS) interministériel	Son objectif est de suivre et même de valider les études techniques réalisées dans le cadre du respect des engagements vis-à-vis de la CCNUCC (Communications nationales, INDC, PNA, NAMA, SNACC, etc.)	National	Formalisé
8	Comité national d'accès aux ressources génétiques, aux connaissances traditionnelles associées et de partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (APA)	Son objectif est d'informer, d'éduquer et de mobiliser les acteurs nationaux pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'APA.	National	Non Formalisé
9	Plateforme nationale des OSC sur la REDD+ et le développement Durable	Cadre permanent de concertation des OSC opérant dans le secteur de l'environnement en général, des forêts et du changement climatique en particulier. Elle prône entre autres la gestion durable des ressources naturelles, la valorisation des produits forestiers et de l'environnement, la réduction des gaz à effet de serre, la lutte contre la désertification et le changement climatique.	National	Formalisé
10	Plateforme nationale REDD+	Organe de concertation permanente du mécanisme REDD+ chargé entre autres d'émettre des avis sur les décisions à prendre au niveau du Comité national REDD+, de coordonner les concertations régionales et communales sur la REDD+.	National	Formalisé
11	Comités de revues des programmes budgétaires	Organe d'orientation et de pilotage des projets et programmes mis en place dans le cadre du respect des engagements de l'UEMOA afin de renforcer la gestion axée sur les résultats.	National	Formalisé

N°	Espaces de dialogue	Objectifs/Missions	Niveau/zone d'intervention	Statut
12	Journée nationale de l'arbre	Son organisation s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation du Plan d'action quinquennal de reforestation pour la lutte contre la déforestation. Elle a été adoptée en conseil de ministre et devrait se tenir chaque 1er samedi du mois d'août dans une localité de la région qui accueille les festivités du 11 décembre pour la cérémonie nationale et parallèlement dans toutes les localités du pays.	National	Formalisé
13	Journée nationale du paysan	L'objectif visé à travers la création de la JNP est d'instaurer un cadre de dialogue permanent avec les couches paysannes pour bâtir des politiques agricoles audacieuse et mettre en œuvre des actions consensuelles de développement rural.	National	Formalisé
14	Comité national sur le changement climatique (CNCC)	Il regroupera les représentants des principaux acteurs publics impliqués dans la problématique du changement climatique au Burkina Faso, en sus de représentants du secteur privé et de la société civile.	National	Non Formalisé
15	Comité national scientifique et technique changement climatique (CNST-CC)	Il sera composé d'experts nationaux (administrations publiques, universités, instituts de recherche) et couvrira les principales thématiques du changement climatique.	National	Non Formalisé
16	Communauté de pratique MRV climatique du Burkina Faso (CdP-MRV/BF)	Elle mise en place avec l'appui du gouvernement Canadien, c'est un cadre d'échanges et de partage sur les changements climatiques et le système de mesure, rapportage et vérification (MRV). Elle est ouverte à tous les acteurs nationaux, travaillant ou non sur les changements climatiques.	National	Non Formalisé
17	Commission nationale de planification du développement	Créée en 2014, elle a pour objectifs d'examiner les projets de politiques et de stratégies d'envergure nationale pour s'assurer de leur pertinence et cohérence avec le contexte national, la vision définie dans l'étude nationale prospective 'Burkina 2025' et le référentiel national de développement ; de conseiller et alerter les acteurs du développement sur les questions nationales de développement et de donner un avis motivé sur les projets de politiques de développement.	National	Formalisé

N°	Espaces de dialogue	Objectifs/Missions	Niveau/zone d'intervention	Statut
18	Cadres régionaux de dialogue (CRD)	Les attributions sont assumées par les Cadres de concertation régionaux (CCR) qui tiennent lieu de dispositif de pilotage du processus de développement au niveau régional. Il faut rappeler que chaque région dispose d'un Plan régional de développement (PRD), référence de proximité des communes.	Régional	Formalisé
19	Comité régional de coordination des politiques sectorielles agricoles	Il se réunit deux fois dans l'année en sessions ordinaires sous la présidence des gouverneurs. Il regroupe l'ensemble des intervenants du secteurs agricole.	Régional	Formalisé
20	Cadres de concertation du conseil régional d'Agriculture	Institués, par les CRA pour servir de cadres de dialogue entre les membres au niveau régional.	Régional	Formalisé
21	Cadre de Concertation Provincial		Local	Formalisé
22	Groupe régional de travail sur la gestion durable des terres	Mise en place dans la commune de Ziniaré, elle se veut un cadre de coopération, de planification et de mise en œuvre concertée des initiatives de tous les acteurs intervenant dans l'espace rural en matière de Gestion Durable des Terres (GDT)	Local	Formalisé
23	Cadres de Concertations Communales (CCCO)	Ce sont des espaces d'échanges et de coordination des interventions entre la commune et les autres acteurs qui y interviennent. Ils sont inscrits dans les textes en vigueur comme une obligation pour les collectivités.	Local	Formalisé
24	Comités de gestion forestière (CGF)	Mise en place dans le cadre du programme d'investissement forestier dans le cadre de la REDD+, les comités de gestion forestière (CGF) sont des organisations des communautés locales pour une bonne gestion des forêts au niveau communal et servir d'espace de dialogue	Local	Formalisé
25	Plateformes régionaux et communales REDD+	Comités régionaux REDD+ et les Comités communaux REDD+ jouent le rôle de plateformes régionales et communales REDD+	Local	Formalisé

N°	Espaces de dialogue	Objectifs/Missions	Niveau/zone d'intervention	Statut
26	Journée communale de l'arbre	Instituée depuis 2018, elle vise à susciter une mobilisation générale des couches socioprofessionnelles pour la restauration des forêts et terres dégradées, à travers la plantation d'arbres sur toute l'étendue du territoire national d'une part et d'autre part d'apporter une réponse structurelle au phénomène du changement climatique qui affecte de plus en plus les pays.	Local	Formalisé

5.2. Analyse des forces et faiblesses des espaces de dialogue.

Tableau 10: analyse FFOM des espaces de dialogue.

Espaces de dialogue	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Espaces de dialogue dans le domaine des changements climatiques au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un cadre d'échange ; -Existence d'arrêtés de création des cadres de dialogue ; -Financement de l'Etat pour la tenue des sessions ; -Soutien des partenaires pour accompagner la tenue des sessions. 	<ul style="list-style-type: none"> -Cadre non spécifique à l'environnement et au changement climatique ; -Irrégularité des sessions ; -Manque de personnel qualifié pour l'animation des thématiques en lien avec l'environnement et les changements climatiques dans les espaces de dialogue ; -Non prise en compte de certaines couches vulnérables (malentendants, malvoyants, etc.) lors de la tenue de cadres ; -Langues exclusive pour les échanges (généralement le français) ne permet pas 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence des cadres qui peuvent être exploités pour les questions en lien avec la gestion des ressources naturelles et les changements climatiques -Engouement des partenaires techniques et financiers pour soutenir les cadres de dialogue ; -Existence de nouvelles compétences en matière de communication et de partage d'information qui pourront être exploités pour permettre l'inclusion de tous les acteurs ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Financements non pérennes des espaces de dialogues ; -Multiplicité des espaces et cadres de concertation avec un manque de suivi des recommandations issues des concertations

Espaces de dialogue	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
		l'inclusion de tous les acteurs.		
Espaces de dialogue dans le domaine des changements climatiques au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un cadre d'échange ; -Existence d'arrêtés de création des cadres de dialogue ; -Soutien financier de l'Etat et des partenaires pour la tenue des sessions. 	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de l'accompagnement financier ; -Irrégularité des sessions ; Non fonctionnalité des cadres au niveau provincial ; -Cadres de dialogue non spécifiques à l'environnement ; -Absence d'un Suivi-évaluation de la performance du dialogue ; 	Engouement de tous les acteurs dans les cadres de dialogue	-Non implication effective des organisations dans les activités terrain dans certaines régions ;
Espaces de dialogue dans le domaine des changements climatiques au niveau communal	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un cadre d'échange ; -Soutien financier des partenaires pour la tenue des sessions ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Pas de budget communal pour la tenue des cadres, -Manque de personnel qualifié pour l'animation des thématiques en lien avec 	L'existence de matériels didactiques appropriés et de personnel qualifié pour une participation effective de certaines couches vulnérables (malentendants,	Les espaces de dialogue sont financés par des projets et la tenue des sessions sont habituellement abandonnées à la fin des projets surtout lorsqu'elles n'intègrent

Espaces de dialogue	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
	-Existence d'arrêtés de création des cadres de dialogue.	l'environnement et les changements climatiques ; -Non prise en compte de certaines couches vulnérables (malentendants, malvoyants, etc.) lors de la tenue de cadres.	malvoyants, etc.) lors de la tenue de cadres	pas un dispositif efficace permanent

6. ANALYSE DU POUVOIR.

Dans nos communautés, nos sociétés, la politique, les lieux de travail, les associations, etc., une meilleure compréhension du pouvoir est essentielle pour agir sur la multitude de problèmes auxquels nous sommes confrontés. Les outils d'analyse du pouvoir sont conçus pour faciliter l'exploration et l'identification de ceux qui exercent un pouvoir formel sur une question donnée, de ceux qui disposent d'un pouvoir informel et de ceux qui peuvent influencer les parties dotées d'un pouvoir. Pour notre analyse, nous allons utiliser le Power Scan présentée par le Broker et le Centre de recherche du développement et de l'innovation de l'université de Wageningen (WCDI). Un échantillon de neuf (09) acteurs ont été identifiés pour appliquer le Power Scan. Il est composé comme suit :

- ✓ trois experts du domaine des changements climatiques ;
- ✓ deux organisations de la société civile dont une regroupant les femmes et une, des jeunes ;
- ✓ un acteur du secteur privé évoluant dans l'entrepreneuriat vert ;
- ✓ un acteur représentant l'Etat au niveau local (le conseil régional) ;

- ✓ un acteur représentant une faitière des organisations paysannes au niveau régional (Chambre régionale d'agriculture) ;

- ✓ un acteur représentant les partenaires techniques et financiers.

6.1.Limites du système.

Le programme Benkadi est mis en œuvre au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Faso. Le changement climatique affecte gravement ces quatre pays ainsi que leurs bases respectives de ressources naturelles qui assurent le bien-être humain de leurs citoyens. Benkadi vise à influencer les processus de formulation des politiques, y compris la qualité de leur mise en œuvre en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique et la gestion des ressources naturelles.

Il est clair que la participation de certains groupes aux processus politiques est plutôt limitée. Malgré l'existence de règlements qui permettent à la société civile de prendre part au cycle politique, les voix des citoyens ne sont toujours pas entendues et leur participation aux différentes étapes du cycle politique (formulation, mise en œuvre et suivi) reste faible. Par conséquent, les politiques respectives ciblées par Benkadi ne répondent pas aux besoins de ces groupes et/ou leur mise en œuvre est en retard. Cette situation est au cœur de ce que Benkadi

veut améliorer dans son programme : réorganiser les processus politiques afin qu'ils soient plus inclusifs pour certains groupes de la société et en particulier améliorer la mise en œuvre des cadres politiques pertinents afin qu'ils répondent mieux aux besoins de ces groupes.

Un des résultats visé par le programme Benkadi est que : « les communautés locales, les organisations de base et les OSC soient renforcées, organisées en réseaux et agissent en synergie pour participer de manière efficace grâce au plaidoyer et au lobbying, à la conception, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des politiques et programmes ainsi qu'à la réalisation d'actions concrètes visant à réduire selon les objectifs nationaux dans la zone d'intervention du programme, la dégradation des écosystèmes, la déforestation, l'érosion côtière et la pollution par l'orpaillage ». La caractérisation de ces différentes parties prenantes fournira les informations nécessaires non seulement pour pouvoir impliquer au mieux chaque partie, mais aussi pour attribuer au mieux à la fin du processus les rôles et responsabilités.

6.2. Analyse des acteurs et réseaux.

Elle permettra de faire ressortir les informations de base essentielles : quelles sont les parties concernées par le projet et celles qui pourraient l'influencer (positivement ou négativement), quels individus, groupes ou organisations doivent être impliqués et comment le faire, quelles capacités doivent-ils développer pour pouvoir jouer leur rôle (Rietbergen-McCracken et Narayan, 1998 ; Koanda, 2006). Notre analyse a été basée sur des données qualitatives. Elle a porté sur les principales conclusions sur le rôle, la position, les attentes, les intérêts des parties prenantes impliquées dans la gestion des ressources naturelles et des changements climatiques. Cinq grands groupes d'acteurs se dégagent dans la gestion de l'environnement et des changements climatiques. Nous avons l'Etat avec ses différents démembrements qui représentent les acteurs publics, les acteurs du secteur privé, les organisations professionnelles, la chefferie coutumière, les partenaires techniques et financiers et les organisations de la société civile. A ceux-ci il faut mentionner le cas spécifique de la femme qui est particulièrement vulnérable.

Le premier constat est que toutes les parties prenantes interviewées sont favorables pour la mise en œuvre du programme et souhaitent y participer. Aucune opposition n'a été décelée lors des entrevues.

Les acteurs publics détiennent le pouvoir politique. Ils sont les garants de l'application des lois et réglementations en matière de gestion des ressources naturelles et des changements climatiques. Ils pourraient être des alliés dans la mise en œuvre du programme. En effet, ils ont les connaissances sur les règles administratives, l'expertise dans la gestion des ressources et l'analyse de données ils ont aussi un accès aux informations pertinentes. Les acteurs du public,

au niveau national et local, facilitent la collaboration entre agences, le développement de synergies et le soutien pour la constitution d'une base de données de référence.

Les ONG et associations représentant les groupes vulnérables et les femmes ont l'expérience en plaidoyer. Elles sont structurées, disposent des moyens humains et des compétences. Elles ont une force à exploiter par le programme qui est le contact direct avec les bénéficiaires à la base. Des interviews, les groupes vulnérables et les femmes, à qui l'on donne rarement la parole, un effort particulier pourra être nécessaire pour leur permettre de devenir actifs, afin d'assurer la prise en compte de leurs besoins. Pour que le programme réussisse, il est très important de savoir comment des cadres spécifiques pourraient permettre de les impliquer. Donc, les ONG et associations identifiées pourront être des bénéficiaires du programme Benkadi mais aussi des alliés.

Le secteur privé et les partenaires techniques et financiers ont la capacité de mobilisation des financements et un bon accès aux ressources techniques. Ils peuvent contribuer à l'information et à la sensibilisation pour un changement de comportements. Ils peuvent être un lien entre les organisations de la société civile et les autorités. A cet effet, ils sont des alliés pour le programme Benkadi.

6.3. Politiques de pouvoir et contestation.

Au Burkina Faso, les lois et règlements positionnent l'Etat comme garant de la bonne gestion et de la préservation des ressources naturelles et de lutte contre les effets des changements climatiques. Le ministère de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique est le leader en la matière. Dans l'exécution de cette mission, il est soutenu par les ministères en charge de l'agriculture, de l'élevage et de l'eau. Leur influence va jusqu'au niveau départemental avec les services départementaux en charges du développement rural.

De nos entretiens, il ressort que ce pouvoir est contesté par les acteurs au niveau communal et la population locale. En effet, en matière de gestion des ressources naturelles, la loi définit le domaine forestier des collectivités territoriales décentralisées autorisant ainsi celle-ci et les populations à exploiter les ressources forestières. Aussi, la même loi prévoit la gestion des domaines publics forestiers par des tiers qui peuvent être des personnes physiques ou morales, de droit privé ou de droit public. La difficulté réside dans l'articulation harmonieuse entre la protection des ressources naturelles et la satisfaction des besoins économiques et sociaux de la population croissante qui dépend des ressources naturelles.

Dans la pratique, le pouvoir public est soutenu par un pouvoir traditionnel dans la gestion des ressources naturelles. Dans les régions du plateau centre et du nord par exemple, c'est le « tengsoaba » qui exerce un pouvoir traditionnel. Il exerce sur la "terre" sur l'ensemble du terroir, comprenant trois unités principales : l'habitat, les champs et la brousse. Son pouvoir a un caractère religieux et juridique. Il exerce les rites, les cultes et règle les litiges de terres. Des entretiens, nous retiendrons que ce groupe d'acteurs a un rôle très déterminant dans la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Leur pouvoir, à caractère informel, a une forte influence sur les décisions du pouvoir public et sur les interventions des différents acteurs terrain. Leur soutien, en tant qu'allié du programme Benkadi, sera d'un grand intérêt pour un changement.

Aussi, des entretiens, le constat est que les femmes et les jeunes sont les plus vulnérables tant aux effets des changements climatiques, que pour la gestion des ressources naturelles. En effet, les besoins des femmes par exemple peuvent en général être satisfaits sans modifier les rôles et rapports. Mais l'idéale, c'est le changement de paradigme qui peut donner du pouvoir aux femmes et transformer les rapports entre les sexes. Dans ce sens, il est difficile de pouvoir clairement qualifier ces pratiques de « bonnes » pratiques, même si ces initiatives peuvent avoir certains résultats intéressants tant au niveau de l'adaptation que de certains besoins pratiques (accès aux ressources financières, formation, etc.) et parfois un impact sur la participation des femmes dans les espaces de décision (Oxfam Burkina Faso, 2011). De plus, de nos entretiens, il ressort que les femmes ont un accès limité à la propriété foncière, à une éducation adéquate, à la formation agricole, aux outils adéquats ou à d'autres intrants, aux espaces de décision. Cette situation les rend plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques. Elles pourront bénéficier du programme pour que leur voix soit prise en compte dans les politiques et lois en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles.

En fin, au côté de ces acteurs très importants dans le système de gestion de l'environnement et des changements climatiques, nous avons l'Assemblée nationale qui vote la loi, suit et oriente le pouvoir gouvernemental. L'Assemblée nationale est la représentation du peuple.

6.4. Influence des parties prenantes identifiées.

Les relations de pouvoir pourront se résumer comme suit dans le tableau ci-dessous :

Tableau 11: synthèse des acteurs pertinents et influents.

N°	Acteur	Position	Niveau politique	Importance	Influence
1.	Chefs coutumiers garants de la tradition	A influencer	National et local	Les chefs coutumiers ont un grand intérêt pour la protection de l'environnement dont dépendent certains rites et pratiques. Ils ont intérêt que l'exploitation des ressources naturelles garantisse le développement économique et sociale et que l'environnement soit préservé et restauré pour les générations futures.	Pouvoir invisible mais très respectés pour leurs soutiens dans la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Leurs influences pourraient permettre de prendre en compte la voix des personnes vulnérables dans les processus politiques à travers l'adoption des lois et l'interpellation des pouvoirs publics et privés.
2.	Assemblée nationale	A influencer	National	L'Assemblée nationale est la représentation du peuple. A cet effet, elle vote les lois pour la gestion de la cité, suit et contrôle l'action gouvernementale. Elle a intérêt que la gestion de l'environnement et des changements climatiques tienne compte des générations futures. Elle doit s'assurer que l'exploitation des ressources naturelles serve au développement économique et sociale et que	Ce sont les représentants du peuple. Leur pouvoir est visible car elle a la capacité et la légitimité de prendre des lois pour protéger les personnes vulnérables, l'environnement et contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Elle a le pouvoir d'interpellation des pouvoirs publics et privés.

N°	Acteur	Position	Niveau politique	Importance	Influence
				l'environnement soit préservé ou restauré pour les générations futures.	
3.	Coordination des Jeunes sur le climat	Alliée	National	Reconnaissant l'intérêt et l'engagement croissants des jeunes, ainsi que leur rôle essentiel en tant qu'agents du changement, il faut renforcer encore la participation significative des jeunes aux processus de changement climatique et à libérer le potentiel de l'action pour l'habilitation climatique. Des organisations de la société civiles qui sont très dynamiques avec des actions de forte mobilisation sur le terrain. Leur contribution est d'un grand intérêt surtout dans la mobilisation des acteurs pour la cause de l'environnement et des changements climatiques.	Pouvoir visible dans les actions de contrôle de l'action gouvernementale et de prise en compte de l'environnement et des changements climatiques dans les politiques, les programmes et les projets.
4.	Chambres régionales d'agriculture (CRA)	Alliées	Régional et local	Les CRA disposent d'un vaste réseau regroupant plusieurs acteurs du monde rural. Le réseau pourra être exploité pour informer les populations sur les actions menées en matière d'environnement et changements climatiques. Aussi, leur canal pourra être exploiter pour identifier les acteurs et les projets prioritaires susceptibles d'avoir un fort impact sur l'environnement et les populations	Pouvoir visible d'interpeller les sociétés minières sur le respect des dispositions environnementales et sociales en vigueur ainsi que de leurs engagements.

N°	Acteur	Position	Niveau politique	Importance	Influence
				vulnérable. Regroupant des acteurs locaux, les CRA gagneraient à ce que les préoccupations des populations y compris les jeunes et femmes soient prises en compte dans l'optique de préserver les ressources naturelles.	
5.	Les services techniques de l'Etat au niveau local	Alliées	Régional et local	Ces services représentent l'Etat central, du niveau régional jusqu'au département. Ils participent à la mise en œuvre, au suivi et au contrôle des actions du gouvernement. Les STD (environnement, agriculture, eau, ressources animales, culture, etc.) ont intérêt que les ressources environnementales soient préservées et que les engagements pris par l'Etat en matière de changement climatique dans les contributions déterminées au niveau national soient respectés.	Pouvoir visible de contrôler le respect de la réglementation de leur domaine de compétence et de s'assurer de la prise en compte de l'environnement et des changements climatiques dans les actions de développement.
6.	Les représentants des collectivités territoriales (maires, conseillers et les conseils régionaux)	A influencer	Local	Ils sont élus par la population à la base pour la gestion de la collectivité. C'est à eux de s'assurer de l'application des principes de bonne gouvernance et de gestion des ressources naturelles au niveau local. Elles sont chargées de décliner les orientations gouvernementales au niveau local en les	Pouvoir visible d'interpeller le gouvernement sur le respect des dispositions environnementales et sociales en vigueur ainsi que leurs engagements. La déclinaison des actions d'adaptation et d'atténuation au niveau local se fera à travers les PRD et PCD mis

N°	Acteur	Position	Niveau politique	Importance	Influence
				adaptant aux réalités du terrain à travers la mise en œuvre de leurs plans régionaux de développement et plans communaux de développement.	en œuvre par les collectivités territoriales.
7.	Les partenaires techniques et financiers (Programme des Nations unies pour le développement et NDC Partnership)	Alliées	National	Ils ont une bonne maîtrise de la question des changements climatiques et de la mobilisation des finances climatiques. Ils ont toujours soutenu l'Etat et les ONG dans la mise en œuvre des actions de protection de l'environnement et la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques. La lutte contre les changements climatiques est mondiale et les représentants des institutions mondiales ont beaucoup plus intérêt que les actions soient concertées dans un climat paisible avec le soutien de tous les acteurs à tous les niveaux.	Leur influence est visible avec une forte capacité de mobilisation des ressources financières et une facilité d'accès aux autorités politiques. Ces acteurs peuvent porter haut les aspirations du programme Benkadi et être une force motrice pour le changement de paradigme.
8.	Associations des femmes	Bénéficiaires	Local	Au niveau local aussi bien que national, les associations des femmes sont très bien organisées. Elles sont faciles à mobiliser de ce fait. Dans les instances de décisions elles sont de plus en plus prises en compte même si beaucoup d'effort reste à faire. Dans les régions et communes, les actions d'adaptation et d'atténuation sont dans la majorité	Les associations de femmes ne disposent pas d'un pouvoir visible pour la transformation de l'état actuel dans la gestion de l'environnement et des changements climatiques. Mais leur force réside dans leur capacité de mobilisation de leurs membres pour la cause de l'environnement.

N°	Acteur	Position	Niveau politique	Importance	Influence
				portées par les femmes. Pour mieux accompagner le plaidoyer, des actions concrètes en faveur de cette couche augmenteraient leur mobilisation dans le suivi de la politique du gouvernement en matière d'environnement et de changements climatiques.	Le programme Benkadi peut travailler à les mobiliser avec d'autres OSC à travers la sensibilisation et le plaidoyer en vue de la prise en compte de leurs préoccupations dans les politiques en matière d'environnement et de changements climatiques.

6.5. Les leviers.

De nos entretiens et des principaux constats sur le terrain, trois leviers ont été identifiés pour permettre à Benkadi de poursuivre efficacement ses objectifs et contribuer à une meilleure implémentation du programme. Ces trois points serviront de levier pour une transformation plus large dans l'ensemble du système. Il s'agit de :

- ✓ Faciliter l'engagement de tous les acteurs à travers l'information, la sensibilisation et la formation sur les objectifs du programme, la gestion de l'environnement et des changements climatiques. Le succès de ce levier passe par l'identification de leaders dans les zones d'intervention du programme qui seront connectés à l'équipe centrale de Benkadi. Ces leaders doivent rester connectés à toutes les organisations étatiques et non étatiques qui peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs du programme.
- ✓ Impliquer stratégiquement les acteurs étatiques au niveau local, c'est-à-dire les gouverneurs, les conseillers régionaux et les Maires, à travers la signature de protocoles de collaboration. Ce levier facilitera la mise en place des structures et des pratiques plus souples pour favoriser la prise de décisions par les acteurs étatiques. En effet, ces acteurs étatiques disposent du pouvoir public et leur implication de manière stratégique influencera la prise en compte des couches vulnérables dans les lois et les politiques de développement pour les rendre plus résilientes aux changements climatiques.
- ✓ Disposer d'une stratégie de communication inclusive et opérationnelle. Cette stratégie de communication, pour être un levier, doit prendre en compte le rôle de veille, de formation et de sensibilisation des ONG, des associations et des populations en matière d'environnement et changement climatique tout en intégrant des stratégies et méthodologies plus inclusives et de participatives. A travers ce levier, le Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales doit pouvoir faciliter la mise en place d'un cadre fédérateur des acteurs travaillant sur les changements climatiques et la gestion de l'environnement.

7. PRINCIPAUX CONSTATS ET RECOMMANDATIONS.

7.1.Principaux constats.

Des travaux terrains, trois constats se dégagent :

Premièrement, un nombre très important d'acteurs étatiques et non étatiques interviennent dans la gestion des ressources naturelles et la lutte contre les changements

climatiques au Burkina Faso. Les acteurs étatiques sont mieux structurés avec un leadership porté par le ministère en charge de l'environnement. Ce fait est un atout pour la prise en compte des changements climatiques dans la planification et le suivi des CDN et le PNA. Quant aux acteurs de la société civile, on constate une absence de leadership institutionnel pour le suivi des CDN et du PNA et un besoin en sensibilisation, formations et information des membres. Pour ce faire, la communication interne et externe, est une nécessité à placer parmi les priorités dans l'opérationnalisation du programme Benkadi. De même, il faut aller au-delà de la visibilité recherchée du programme pour prendre en compte les aspects liés au changement social et comportemental favorables à l'appropriation du rôle de société civile pour un changement de paradigme dans la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

Deuxième constat : les espaces de dialogue existent tant au niveau national que déconcentré. Ils offrent des cadres aux acteurs pour échanger sur les questions de développement dont la problématique du changement climatique. Mais la pérennisation de ces espaces de dialogue et leur régularité nécessitent une stratégie de financement durable. Aussi, des entretiens, il ressort un manque de compétences techniques surtout au niveau local en matière de changement climatique pour l'animation des espaces de dialogue, le matériel didactique peu adapté pour un certain nombre d'acteurs vulnérables, la langue de travail, la multiplicité des cadres de concertation et le manque d'un cadre pour le suivi des recommandations. Pour soutenir la tenue des cadres de dialogues, Benkadi doit travailler à influencer les décideurs politiques pour la prise en compte des budgets de fonctionnement des différents cadres de concertations à tous les niveaux. Aussi, le programme gagnera en donnant l'exemple par l'apprentissage en prenant en compte les différentes couches vulnérables dans la planification et l'organisation des activités.

Troisième constat : les acteurs étatiques ou non étatiques reconnaissent à l'unanimité la contribution des OSC pour influencer le débat, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques en matière d'environnement et de changement climatique au Burkina Faso. Des exemples comme la Forêt classée de Kua, le projet Target Malaria, la participation des jeunes du Burkina Faso aux instances internationales de négociation sur le climat ; etc. Mais ces acquis résultent de la contribution des différents acteurs de la société civile, chacun contribuant en sa manière. Donc, le programme gagnera en travaillant à la mutualisation des efforts et au renforcement de la synergie pour la réussite du plaidoyer.

7.2.Recommandations.

L'exploitation des résultats et la formulation des recommandations a été faite dans l'optique d'orienter un meilleur positionnement des acteurs de la société civile en matière de la lutte contre les changements climatiques. Basées sur les principaux constats, les recommandations vont contribuer à une meilleure implémentation du programme Benkadi. C'est ainsi que :

Sur le plan stratégique, il est recommandé au programme Benkadi de :

- ✓ Développer une stratégie de communication pour redonner de la visibilité au SPONG et rétablir la confiance entre la société civile et la population à la base ;
- ✓ Impliquer stratégiquement les gouvernorats, les conseils régionaux et les mairies à travers la signature de protocoles de collaboration dans leurs régions d'intervention ;
- ✓ Participer activement à travers une représentation de qualité lors de l'élaboration et la mise en œuvre des politiques en matière d'environnement ;
- ✓ Jouer un rôle de veille, de formation et de sensibilisation des ONG, des associations et des populations en matière d'environnement et de changement climatique tout en intégrant des stratégies et méthodologies systématiquement inclusives et participatives ;

Sur le plan opérationnel, il est recommandé de :

- ✓ Impliquer fortement les associations à la base dans la mise en œuvre des activités sur le terrain ;
- ✓ Utiliser une approche participative dans la programmation et la mise en œuvre des activités du programme Benkadi ;
- ✓ Appuyer techniquement et financièrement les OSC et association dans les actions de sensibilisation sur les effets néfastes des changements climatiques à travers des protocoles d'accord ;
- ✓ Former et sensibiliser les organisations sur leur rôle dans la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques ;
- ✓ Prendre en compte les activités programmées dans les plans communaux et régionaux de développement ;
- ✓ Plaider pour l'intégration de la lutte contre les changements climatiques dans les actions prioritaires des communes ;
- ✓ Sensibiliser par l'exemple en accompagnant les actions locales existantes tout en les améliorant ;
- ✓ Prendre en compte les petites associations qui ne sont pas membres du SPONG dans les activités car elles contribuent énormément à la protection de l'environnement ;

- ✓ Créer des espaces de dialogue spécifique à la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques dans toutes les zones d'intervention du programme et favoriser la dynamisation de cadres de concertation existant ;
- ✓ Renforcer les capacités des acteurs en matière de protection de l'environnement ;
- ✓ Mener des plaidoyers pour une opérationnalisation du transfert des ressources en matière d'environnement au profit des collectivités territoriales ;
- ✓ Répertoire et créer une base de données pour faciliter le suivi des actions de la société civile œuvrant dans la lutte contre les changements climatiques et les associer à la mise en œuvre ;
- Renforcer les capacités de ses membres, des OSC et des acteurs de mise en œuvre sur les stratégies de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du PNA, de la CDN et leur suivi.

CONCLUSION.

De cette étude, nous retiendrons que nombreux sont les acteurs étatiques et non étatiques qui travaillent pour une meilleure gestion des ressources naturelles et la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques. Ces acteurs, surtout non étatiques, sont plus ou moins cloisonnés et, par conséquent, coopèrent et communiquent peu entre eux en raison de la non fonctionnalité des espaces de dialogue. Les espaces de dialogues nécessaires tant au niveau national que local pour une gestion participative de l'environnement sont présentes. Il faut travailler à mutualiser les efforts pour un bon fonctionnement ces espaces. Malgré les difficultés, les OSC contribuent à influencer positivement la gouvernance environnementale au Burkina Faso.

Le programme Benkadi gagnerait à accompagner le gouvernement pour formaliser les arrangements institutionnels nécessaires et à élargir la structure gouvernante avec des représentants de chaque groupe vulnérable. Pour ce faire, il est important de se doter d'un plan de communication de masse avec des objectifs clairs, des stratégies de communication adéquates et des outils pertinents adaptés à toutes les couches vulnérables de la société. La transparence et le devoir de redevabilité ciblant les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile, les institutions de formation, etc. doivent être intégrées dans le plan comme un levier pour actionner le changement de paradigme.

Particulièrement pour la société civile, le foisonnement des ONG et des associations dans le domaine de l'environnement et du climat, du fait des opportunités que ce domaine offre de nos jours est un autre défi quant à la qualité de leurs interventions et de la définition claire

de leurs rôles et responsabilités. Il sied de redoubler d'effort pour travailler à garder cette position de contre-pouvoir et de veille en matière de contrôle et de suivi des actions gouvernementales. Cette position qui, jadis était bâtie sur des gages de transparence et de redevabilité pour les populations est de nos jours fortement écornée du fait des confusions de rôles joués par certains acteurs sur le terrain et des nombreux amalgames de responsabilités que ces derniers se donnent en matière de mise en œuvre des politiques publiques, tant envers les gouvernants que les communautés.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- **NDC et GGGI (2021)**. Evaluation du potentiel d'atténuation des gaz à effet de serre des projets/activités sélectionnées dans le secteur de la foresterie pour la révision de la CDN du Burkina Faso ; 22 p. + annexes.
- **MEEVCC, 2021**. Contribution Déterminée au niveau National du Burkina Faso 2021-2025. Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique ; 47 p. + annexes.
- **MEEVCC, 2020 c**. Rapport final du second inventaire forestier national du Burkina Faso (2ème édition). Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique ; 289 p. + annexes.
- **SP/CNDD (2020)**, Plan de Partenariat de la Contribution Déterminée au niveau National du Burkina Faso.
- **SP/CNDD (2019)**, Cartographie des acteurs et des référentiels en lien avec la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National du Burkina Faso, Ouagadougou, SP/CNDD.
- **GIZ &SP/CNDD (2019)**, Etat des lieux de mise en œuvre de la CDN, Ouagadougou, SP/CNDD.
- **Rapport annuel 2018** : Organisation météorologique mondiale (OMM-N° 1229).
- **François Bertrand et Marion Amalric**, « L'élaboration des politiques climatiques locales : usage et portée d'un dispositif de concertation », Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 8, n°2 Juillet 2017, mis en ligne le 28 juillet 2017, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11715> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.11715.
- **GIEC, 2014** : Changements climatiques 2014 : Rapport de synthèse. Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Sous la direction de l'équipe de rédaction principale, R.K. Pachauri et L.A. Meyer]. GIEC, Genève, Suisse, 161 p.
- **Sogoba B., Ba A., Zougmore R., Samaké O.B. 2014**. Comment instaurer un dialogue entre chercheurs et décideurs pour l'adaptation aux changements climatiques au Mali : Analyse des défis, contraintes et opportunités. Document de Travail N°84. Programme de recherche du CGIAR sur le Changement Climatique, l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (CCAFS). www.ccafs.cgiar.org

- **MEDD, 2012.** Annuaire statistique 2011 de l'environnement/Ministère de l'Environnement et du Développement Durable ; 404 p.
- Changements climatiques et femmes agricultrices du Burkina Faso, Rapport de Recherche d'Oxfam, Juillet 2011
- Sabine Dorlöchter-Sulser, Karl P. Kirsch-Jung, Martin Sulser. Elaboration d'un Code local pour la gestion des ressources naturelles : le cas de la province du Bam au Burkina Faso
- **Martin Yelkouni, avril 2003.** De la gestion publique à la gestion communautaire, une alternative à la dégradation des ressources forestières : l'exemple de la forêt classée de Tiogo au Burkina Faso.
- **Dialogue structuré pour un partenariat efficace, 2012.** Document de travail. Création d'un espace de dialogue pour les Organisations de la société civile et les Autorités locales : Le Forum politique pour le développement.
- **Rietbergen-McCracken, J. Narayan-Parker, D. 1998.** Participation and Social Assessment: Tools and Techniques vol. 1 International Bank for Reconstruction and Development/World Bank.

ANNEXES

Annexe 1 : liste des organisations de la société civile intervenant dans le domaine de l'environnement et des changements climatique

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT IDENTIFIEES DANS LA REGION DU CENTRE / NATIONAL						
1	Association des Jeunes pour la Gestion Durable de l'Environnement au Burkina Faso	AJGDE		Environnement	Nationale	
2	Coordonnateur Général de la Conférence National des Jeunes pour le Climat	CONAJEC		Changement Climatique	Nationale	Avenue Kwame Nkruma ; Koulouba, Ouagadougou Burkina Faso Telephone 00226 70039376
3	African Youth Initiative on Climate Change Burkina Faso	AYIC		Justice Climatique	Nationale	Ouereratou OUEDRAOGO
4	Association Professionnelles des Environnementalistes de l'Etat	AP2E		Environnement et changement climatique	Nationale	N° : N00000895201 IFU : 00145851N

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
						Contacts téléphoniques : 70 00 24 10 / 78 60 20 75 Email : assp2e@gmail.com
5	Association Coup de Pouce	ACP	N°2013-1153/MATS/SG/DGLP/DOSOC du 4 octobre 2013		Nationale	06 BP 10096 Ouaga 06/ 01 BP 05 Bobo 01 Tel. 00226 70 22 80 86/00226 78 22 77 17
6	Association pour le Développement du Monde Rural	ADMR	N°2011/646/DGLP AP/DOASOC		Nationale	01 BP : 1341 Ouagadougou 01 Tel. 70 21 71 40 / 76 60 55 33
7	Journalistes et Communicateurs pour les Energies et le Développement Durable	JED	N°2014 000218/MATS/SG/DGLP/DOSOC du 19 février 2014		Nationale	01 BP 4906 Ouagadougou 01/ site web: http://jedburkina.info/ Tel. (+226) 70 33 96 59 / 76 69 68 36 E-mail : jed1@gmail.com /baziegregoire1@gmail.com

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
8	Association Konssaam pour la Santé et le Développement	AKSD	N° 2015-1218/MATD/SG/D GLPAP/DOASOC		Nationale	11 BP CMS 1640 Ouagadougou / Siège social Ouagadougou / Burkina Faso Tél. 00226 78 03 04 52/00226 78 03 48 72/ 00226 78 48 01 48/ 00226 25 41 45 23 E-mail: akd67@gmail.com
9	Société Coopérative pour le Développement Humain dénommée Coopérative Laafi-Eco		N°2010-016/MATD/RCES/P KRT/HC/SG du 9 septembre 2010		Nationale	09 BP 163 Ouagadougou 09 Tel. 70 22 62 27 E-mail: laafi.eco@gmail.com
10	Association Save the Environment	ASE	N°2014-01206/MATS/SG/D GLP/DOSOC		Nationale	00226 70 37 63 54/ 70 69 48 23/ 78 06 02 33
11	Association Faso Enviprotek	AFEP	N°2011-708/MATD/SG/DG LPAP/DOASOC		Nationale	05 BP 6120 Ouaga 05 Tel. (+226) 70 99 64 65/ 78 60 90 34 E-mail: faso.enviprotek@yahoo.com

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web
12	Centre Culturel Africain Thomas Sankara	CCATS	N°2011-1130/MATDS/SG/D GLPAP/DOASOC		Nationale	02 BP 5012 Ouagadougou 02 Tel. 70 27 86 41/ 78 82 45 13
13	Réseau "Initiatives des Journalistes Africains pour la Coopération et le Développement"	IJACOD	N°2014-064/MATS/SG/DG LP/DOSOC du 21 janvier 2014			Tel. 70 22 53 82/ 70 21 71 40/ 76 60 55 33 E-mail: ijacod@yahoo.fr
14	Afrique' ERE- Education Relative à l'Environnement pour un Développement Durable	Afrique' ERE	N°2014-01169/MATS/SG/D GLP/DOSOC du 14 juillet 2014			01 BP 2062 Ouagadougou 01 Tel. (+226) 71 00 35 48 E-mail: afriqueere@gmail.com
15	Coalition des Organisations de la Société Civile sur le Changement Climatique (dont la Plateforme Nationale des OSC sur la REDD+ et le Développement Durable)				Nationale	70 26 53 05 / E-mail: moumini.savadogo@iucn.org

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
16	Cercle d'information et de communication sur le changement climatique	CIC			Nationale	76661665 / E-mail: victorine_zongo@yahoo.fr
17	Amicale des Forestières du Burkina	AMIFOB				70 26 99 99 E-mail: somececilia@yahoo.fr
18	Fondation NATURAMA					70 20 62 08 E-mail: idrissa.zeba@naturama.bf
19	UICN Burkina Faso	UICN				70 26 53 05 E-mail: moumini.savadogo@iucn.org
20	CODDE/Christian AID	CODDE				12 BP 63 Ouaga 12 Tel. (+226) 25 39 31 81 / 70 09 43 79 E-mail: alladhc@yahoo.fr/codde@fasonet.bf
21	TENFOREST	TENFOREST				traore_alain@yahoo.fr
22	SOS/Santé et Développement					01 BP 2162 Ouaga 01 Tel. 25 35 27 27 E-mail: jpsalambere@yahoo.fr

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
23	Association Tin Hinane					tinhinanbf@yahoo.fr
24	Réseau des OSC Tasglat					marobe.seno05@gmail.com
25	Confédération Paysanne du Faso	CPF				70 33 84 51 E-mail: tressapoulou@yahoo.fr
26	MICODEV					11 BP 339 Tel. 70 23 49 30 E-mail: micodev@gmail.com
27	Réseau des Acteurs pour le Développement Durable au Burkina Faso	RADD/BF				Tel. (+226) 25 30 06 36 /70 21 10 69 E-mail: evariste.yaogho@thp.org
28	Réseau des Femmes Africaines pour la gestion Communautaire des Forêts	REFACOF				Tel : (+226)70 23 96 85 E-mail: mounadraogo@yahoo.fr
29	Association Retour aux Sources	ARAS				Tel. (226) 25 44 36 98 E-mail: source_kdg@live.fr

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
30	Africa`s Sustainable Development Council	ASUDEC			Nationale	01 BP 4782 Ouagadougou 01 Tel. Tel: +226 25 36 11 83 E-mail: asudec@asudec.org
31	Association pour la Gestion de l'Environnement et le Développement	AGED			Nationale	11 BP 477 Ouagadougou 11 Tel. +226 25 36 88 37 E-mail: agedori@fasonet.bf
32	SOS SAHEL INTERNATIONAL	SOS SAHEL INTERNATIONAL				05 BP 1170 Ouaga 05 Tel. 70 78 27 17 E-mail: sawadogoyourbangba@yahoo.fr
33	Réseau MARP Burkina	Réseau MARP Burkina				02 BP 5657 Ouaga 02 Tel. +226 25 39 32 33/ 78 35 62 18 E-mail: nasse_ouedraogo@yahoo.fr
34	Amis de l'environnement				Komsilga (Kadiogo / Centre)	Tél.: 0022670061990
35	Association pour le Développement Economique, Social et	ADS	N°AN VII 120/MAT/SG/DELP AJ du 30 mai 1990			Tel. 70 69 72 98 / 78 44 21 70 E-mail: kinda_athanase@yahoo.fr

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
	Culturel du Département de Siglé					
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT IDENTIFIEES DANS LA REGION DU CENTRE EST						
36	Association YIK N TUME de la Région du Centre- Est	AYT-RCE		Contribution à la promotion des activités de lutte contre la désertification	Koupéla	Tel : 62 26 58 55
37	Association pour la Promotion Communautaire et Environnementale	APROCE		Promouvoir les pratiques idoines en matière d'Hygiène/Assainissement, améliorer la sécurité économique des ménages	Koupéla	Tel : 70 11 36 70
38	Association Initiative Tenkodogo/ Centre-Est			Promotion de l'entrepreneuriat dans la région du Centre- Est	Tenkodogo	Tel : 71 24 07 11

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
39	Association Fraternité Saint Jean de Dieu du Centre- Est	AFSJD/CE		Contribution à la promotion des droits socio-économiques et du bien être des personnes vulnérables, des personnes atteintes de maladies mentales et en situation de handicap dans la région du Centre-Est.	Koupéla	Tel : 72 10 13 89/ 79 48 34 11
40	Association des Journalistes et Communicateurs de la Région du Centre- Est			Promotion de l'accès à l'information de qualité à tous	Tenkodogo	Tel : 70 34 29 44
41	Amicale des Agents de Banque et Etablissements Financiers du Centre-Est	AABEF-CE		Promouvoir la solidarité, l'entraide entre les agents de banque et établissements financiers de Centre-Est	Tenkodogo	Tel : 70 21 74 87

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
42	Association Tielba pour le Développement Communautaire			Défense de la cause du monde rural	Koupéla	Tel : 70 28 14 74
43	Association des Jeunes Leaders du Boulgou	A.J.L.B		Promotion de l'écodéveloppement dans la région du Centre- Est	Garango	Tel : 55 92 75 21
44	Association des Hôteliers et Restaurateurs du Centre- Est			Promotion des activités touristiques de la Région	Tenkodogo	Tel : 70 23 40 72
45	Association Bien 2 Bien Production	B2B		Promotion des activités touristiques, culturelles, sportives et environnementales dans la région du Centre- Est	Tenkodogo	Tel : 73 93 71 93
46	Association DAKUPA			Amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs du monde rural	Garango	Tel : 60 24 83 34

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
47	Association pour la Suivi de » l'Enfant et de la Mère	ASEM		Protection et promotion du bien-être des enfants et des femmes	Tenkodogo	Tél : 70 28 03 61
48	Association voix des jeunes du Centre-Est			Promotion de l'entrepreneuriat et de l'éducation des jeunes, des activités environnementales dans la région du Centre-Est	Tenkodogo	Tel: 63 91 69 621
49	Children Believe				Centre-Est	25 37 55 58/ 25 37 92 60
50	Association des unités d'Ensachage et d'Embouteillage d'Eau du Centre-Est	AUE/CE		Professionnaliser les unités d'ensachage d'eau, tout en réduisant d'impact environnemental des emballages plastiques utilisés	Tenkodogo	Tél : 70 29 21 00
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT IDENTIFIEES DANS LA REGION DU NORD						

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
51	Coordination Communale des Associations et Groupements Féminins de Ouahigouya	CCFO		Gouvernances administrative et locale ; Gouvernance économique ;	Les secteurs et villages de la commune de Ouahigouya	70286379
52	Association de coopération et de Développement des Initiatives Locales	ACDIL		Santé ; Environnement eau et assainissement; Gouvernances administrative et locale; Travail emploi et protection sociale; Justice et droits humains; Culture, sport et loisirs; Gouvernance économique; Education et formation	Commune de Ouahigouya	24553302/70344200/78846002/76888080

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
53	Association pour le Développement de la Région du Nord	APDRN		Production agro-sylvo-pastorale; Environnement eau et assainissement; Commerce et services marchands	Loroum(Titao, Ouindigui, Banh, Sollé); Yatenga(Namissigma, Barga, Oula)	abdoucolon@yahoo.fr
54	Association Mouvement B.F	AMBF		Production agro-sylvo-pastorale; Santé; Environnement eau et assainissement; Gouvernances administrative et locale; Travail emploi et protection sociale; Justice et droits humains; Transformations industrielles et artisanales; Infrastructures de transport, de communication et d'habitat; Commerce et services marchands; Culture,		24554807/70285361/79111072/77439004

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
				sport et loisirs; Gouvernance économique; Education et formation		
54	Conseil Régional des Assemblées de Dieu/Ouahigouya	CRAD/OHG		Production agro-sylvo-pastorale(agriculture, élevage); Environnement eau et assainissement(protection de l'environnement); Gouvernances administrative et locales(relations avec	Ouahigouya ; Thiou; Kaïn; Barga; Namissigma; Oula; Koumbri; Zogoré	burkinabio@yahoo.fr/ rjacquess@yahoo.fr

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
				les organisations de la société civile); Education et formation(enseignement préélémentaire et primaire); Justice et droits humains(civisme, citoyenneté)		
55	Association Aidons l'Afrique Ensemble	AAAE		Environnement, eau et assainissement		78462246/78737382
56	Association Aide au Yatenga.	AAY		Environnement, eau et assainissement		movement.bf@gmail.com
57	Association Vie Meilleure	AVM		Production agro-sylvo-pastorale; Santé; Environnement eau et assainissement; Gouvernances administrative et locale; Travail	Province du Yatenga	24550418/70109609/70395951

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
				emploi et protection sociale; Transformations industrielles et artisanales		
58	Association pour la Promotion de l'Education	APRED		Environnement, eau et assainissement		01 BP 296 OHG

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
59	Association Burkina Vert	ABV		Agriculture, Élevage, santé, action sociale, nutrition, protection de l'environnement, assainissement économie verte, loisirs, genre, jeunesse, droits humains, civisme citoyenneté, enseignement préélémentaire et primaire	Loroum: Titao, Ouindigui, Sollé, Bouna, Tello, Tansaliga, you. Yatenga: Ouahigouya, Bouga, Koumbri, Oula, Zogoré, Thiou, Kossouka, Rambo, Kalsala Séguénéga, Zondoma: Gourcy, Rina, Tougou, Rassomdé, Riaba. Passoré: Yako, Berenga	Tél: 40550961 Cel : 70281881 /78833781 /76401201
60	Coopération Chambéry Ouahigouya	Coopération Chambéry Ouahigouya		Environnement, eau et assainissement		alaaae@yahoo.fr
61	Eau Vive	Eau vive		Environnement, eau et assainissement		BP:402 OHG
62	EDUCO	EDUCO		Environnement, eau et assainissement		aide_yatenga@yahoo.fr

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
63	Fédération Nationale des Groupements Naam	FNGN		Environnement, eau et assainissement		70274348/70294631
64	Association pour le Développement Rural	ADR/IEDA		Environnement, eau et assainissement		avm-ouedrayahoo.fr
65	Nimbus Enfance Environnement Education et Développement	NEEED		Environnement, eau et assainissement; Production agro-sylvo-pastorale; Santé; Environnement eau et assainissement; Travail emploi et protection sociale; Justice et droits humains; Commerce et services marchands; Culture, sport et loisirs; Gouvernance économique; Education et formation	Toutes les communes de la région du Nord	

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
66	ONG HilfeZurSelbsthilfe. V	Help		Environnement, eau et assainissement		24 55 31 18 / 70 24 05 37
67	Office de Développement des Eglises Evangéliques	ODE		Environnement, eau et assainissement		burkinaver@fasonet.org
68	International Emergency And Development Aid	IEDA Relief		Environnement, eau et assainissement		
69	World Vision International	WVI		Environnement, eau et assainissement		BP. : 302 Ouahigouya

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
70	Association D'aides aux Enfants et aux Famille Démunies	ADEFAD		Agriculture, Elevage, santé, action sociale, nutrition, protection de l'environnement, assainissement, économie verte, activité financière, pilotage et gestion de l'économie, coopération au développement, intégration économie régionale, droits humains, civisme citoyenneté, recherche développement, innovation,	Province du yatenga: Thiou, koumbri, rambo, namissiguima, oula, tangaye, kain, kalsaka, zogoré. Province du sourou: Lankoé, kembara. Province de la boucle du mouhoun: Nouna	evburkina@eau-vive.org
71	Association pour la Promotion Féminine Yam Yeelé	APFY		Santé; Transformations industrielles et artisanales; Environnement, eau et assainissement; Travail, emploi et protection sociale;	Province du Yatenga(commune de Ouahigouya, Zogoré, Tangaye et de Namissigma)	Tél. : 24553302

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
				Education et formation		
72	Association Sougri Nooma	ASN		Agriculture, Élevage, santé, action sociale, nutrition, droits humains, relation avec les organisation de la société civile	Yatenga (Ouahigouya	01 BP2512 Ouagadougou 01
73	AssociatioViimNèré	AVN			Namissiguima	Tél : 25 30 75 52
74	Association Pour la Protection des groupes vulnérables et action contre le sida	APGAS			Zogoré	adrouahigouya@yahoo.fr
75	Association ZODOO pour la promotion des femmes	AZPF			Oula)	24554959/70234817

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
76	Association Solidarité Organisation Lutte et Vie	SOLVIE			Zondoma	E-mail: asneed@hotmail.com; Site web: need.org
77	Association Des Femmes de Gourcy	AFG			Loroum	06 BP 9452 Ouaga 06
78	Association Monde Rural	AMR			Province du soum (région du Sahel)	Tél :26417812
80	Coordination régionale des Organisations Artisanales du nord	CART/N		Santé		Cel. : 72360970
81	Association des femmes solidaires pour le développement Durable	AFESOD		Production agro-sylvo-pastorale; Santé; Environnement eau et assainissement; Travail emploi et protection sociale; Education et formation	Baobané; Toucttinoma, Baporé, Bagayalgo, Kelguérima, Rassandgo, Zaba, Kebkora, Mosvenogo, Nongfairé, Thiou	79395097

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
82	Association Koom pour l'auto promotion des femmes du Burkina Faso	AKAFEM.B F		Santé ; Production agro-sylvo-pastorale	La province du Passoré dans neuf communes de Yako, Arbollé. Bokin; Gompnsom ;Kirsi ;Grand Samba :La-Toden et Pilimpioukou	Cel: 226 66 88 35 23
83	Association des Jeunes Solidaires pour le Développement Rural du Yatenga	AJSDRY		Santé; Commerce et services marchands;Travail emploi et protection sociale; Justice et droits humains; Gouvernances administrative et locale	Commune de Gourcy et Bassi	226 25 37 01 22
84	« Arbre à Palabre pour le développement au BURKINA FASO »	APABUFAD		Santé; Environnement eau et assainissement; Gouvernances administrative et locale; Travail	Passoré et Zondoma	05BP 6402 Ouagadougou 05

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
				emploi et protection sociale; Justice et droits humains; Education et formation		
85	Association des Femmes Entreprenantes du Yatenga	AFEY			Yatenga(Oula, Séguénéga, Kalsaka, Tangaye, Kossouka, Ouahigouya); Loroum(Titao, Solé, Ouindigui, Bahn)	www.wvi.org
86	Association pour le développement et le Progrès dans la liberté au Sahel	(D.A.P/L.S) (viim-yoodo)		Production agro-sylvo-pastorale		24 55 44 84 / 70 04 42 82
87	Cercle d'Etude et de Formation civique	CEFOC		Transformations industrielles et artisanales; Commerce et services marchands	Toutes les communes de la région du Nord	assoadefa@yahoo.fr

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web
88	Association (ARCAN)	ARCAN		Justice et droits humains	Yatenga	70100036
89	Association (ASAB)	ASAB		Agriculture, élevage, sylviculture , santé, action sociale, nutrition, protection de l'environnement, assainissement économie verte, protection sociale, dialogue social, droits humains, relations avec les institutions, relations avec les organisations de la société civile, communication, formation technique et professionnelle (EFTP)	Province du Yatenga: Ouahigouya, Thiou, Koumbri, Rambo, Namissiguima, Oula, Tangaye, Zogoré. Province du Loroum: Titao, Ouindigui. Province du Zondoma: Gourcy	dembelehaoua48@yahoo.fr

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
90	Association (ASN)	ASN		Agriculture, sylviculture, Élevage, santé, action sociale, nutrition, protection de l'environnement, économie verte, civisme citoyen, enseignement non défini par niveau, formation technique et professionnelle (EFTP)	Ouahigouya, Namissiguima, Koumbri, Parga, Thiou et Kalsaka	24 55 43 10/70 23 27 91
91	Association mouvement pour la Promotion et de la dignité humaine	MPDHD		Production agro-sylvo-pastorale; Santé; Environnement eau et assainissement, Culture sports et loisirs; Education et formation; Travail emploi et protection sociale; Justice et droits humains	Yatenga (Oula, Namissigma, Ouahigouya); Zandoma(Gourcy , Léba); Loroum (Titao, Ouindigui); Passoré (Yako, Latodin)	sougrinooma@yahoo.fr

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
92	Centre Chrétien de réhabilitation et réinsertion des marginalisés	REMAR(Burkina)		Transformations industrielles et artisanales; Commerce et services marchands	Yatenga (commune de Ouahigouya)	79289555/78737382
93	Association mi Wendviguli	AMWV		Justice et droits humains	Yatenga	avn@gmail.com
94	Association pour le Soutien aux Enfants Déshérités	ASED		Justice et droits humains	Yatenga	Nikiema Joseph
95	Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples	MBDHP		Justice et droits humains		78 83 81 23
96	BURKINA-Vert	BURKINA-Vert		Justice et droits humains		24553086/70109461
97	Association Sauvons le Reste	SAULER		Justice et droits humains		E-mail: maiga.mariam89@gmail.com
98	Association des Femmes Burkinabè de Ouahigouya	AFBO		Justice et droits humains		70 10 73 06/ 24 54 02 06

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
99	Aides et Actions/Femmes Enfants	AA/FE		Santé; Commerce et services marchands; Culture, sports et loisirs; Education et formation	Toute la région du Nord	passoresolvie@yahoo.fr
100	Association pour l'Emergence du Secteur Agricole	AESA		Production agro-sylvo-pastorale; Santé; Environnement eau et assainissement; Gouvernances administrative et locale; Travail emploi et protection sociale; Justice et droits humains	Yatenga(Thiou, Namissigma, Ouahigouya); Loroum(Titao, Ouindigui) Zandoma(Gourcy , Léba)	79000636/70 75 2164
101	Association KomyoabTienda	AKYT		Justice et droits humains	Yatenga	afg-zdm@yahoo.fr

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
102	Association Tick-wendé des producteurs d'oignon du Yatenga	ATPOY		Justice et droits humains	Yatenga; Loroum; Zandoma; Passoré et toutes les communes urbaines et rurales qui composent ces provinces	70285631
103	SOS Sahel International Burkina Faso	SOSSIBF		Justice et droits humains	Yatenga	amrburkina@yahoo.fr ; info@amrbf.org ; Site web: www.amrbf.org
104	Conseil Régional de la jeunesse du Nord	CRJ-N		Justice et droits humains	Yatenga	Tel : 24553774
105	Association avoir foi en 5 maîtres mots: Confiance, Egalité, Détermination, Action, Discipline	AF5		Production agro-sylvo-pastorale; Santé; Environnement eau et assainissement; Gouvernances administrative et locale; Travail emploi et protection sociale; Justice et droits humains;	Yatenga(Commune de Ouahigouya, OulaNamissiguima, Koumbri et Barga); Zondoma(Commune de Gourcy, Léba et Bassi)	25, Rue 4-24 Avenue Guillaume OUEDRAOGO – 01 BP 2540 Ouagadougou 01 – Tél. 50 30 60 57

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
				Education et formation		
106	Association Formation Développement Ruralité	AFDR		Environnement, eau et assainissement	Yatenga, Passoré, Zondoma, Loroum	FAO-BF@fao.org
107	Comité Régional Anticorruption du Nord	CRAC/N		Production agro-sylvo-pastorale		24552869/70455077/70890433
108	Association Zéro Enfant sur les Sites Miniers	AZESM		Santé; Environnement eau et assainissement; Commerce et service marchands	Ouahigouya; Namissigma	coordinord@yahoo.fr

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
109	Association pour l'Education et l'Environnement	A2E		Production agro-sylvo-pastorale	Yatenga(Ouahigouya, Thiou, Tengaye, Zéogré); Loroum(Titao, Windigui); Zandoma(Gourcy)	
110	Association VenégréNooma	A.V.N		production agro-sylvo-pastorale; Environnement eau et assainissement; Commerce et services marchands; Santé; Gouvernances administrative et locale; Travail emploi et protection sociale; Infrastructures de transport de communication et d'habitat; Gouvernance économique;	Yatenga(Kaïn; ThiouKoumbri; Barga); Loroum(Titao; Ouindigui; Sollé et Bahn)	24 55 34 71 / 70 26 02 80

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
				Recherche et innovation		
111	Association Songtaaba-Yaam-Weuré	ASYW		production agro-sylvo-pastorale; Environnement eau et assainissement; Santé ; Travail emploi et protection sociale; Recherche et innovation; Éducation et formation; Culture sports et loisirs; Justice et droits humains; Transformations	Dans les quatre(4) provinces et les 31 communes de la région du Nord	associationkoom@yahoo.fr

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
				industrielles et artisanales		
112	Croix Rouge Burkinabè Comité provincial Yatenga	CRB		Environnement eau et assainissement; Santé; Travail, emploi et protection sociale	Ouahigouya	24 55 14 15/70 80 94 78

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
113	Action Citoyenne pour le Développement	ACD		production agro-sylvo-pastorale; Environnement eau et assainissement; Travail, emploi et protection sociale; Éducation et formation; Santé	Zandoma; Passoré; Yatenga; Bassi; Leba; Boussou; Gourcy; Yako; Samba; Latodin; Bagaré; Thiou; Zogoré; Tangaye; Oula; Barga; Namissigma; Koumbri; Kaïn; Ouahigouya	
114	Association Beogo Nany Neéré	ABNN		Justice et droits humains	Toutes les communes urbaines et rurales de la région du Nord	pang-wend@yahoo.com

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
115	Association Radicale Pour l'Etat de Droit en Afrique	AREDA		Production agro-sylvo-pastorale; Santé; Environnement eau et assainissement; Travail emploi et protection sociale; Justice et droits humains; Culture, sport et loisirs; Education et formation	Ouahigouya, Oula; Thiou; Séguénéga; Kalssaka; Rambo; Kossouka; Namissiguima; Koumbri; Barga	24 55 68 29/70 45 50 77
116	Conseil Provincial des Organisations de la Société Civile du Yatenga	CPOSC-N		Production agro-sylvo-pastorale; Santé; Environnement eau et assainissement; Travail emploi et protection sociale; Justice et droits humains; Culture, sport et loisirs; Education et formation	Ouindigui, Sollé, Banh, Ouahigouya, Oula, Gourcy, Yako	

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
117	Conseil Régional des Organisations de la Société Civile du Nord	CROSC-N		Santé; Environnement eau et assainissement	Commune de Ouahigouya	coordinord@yahoo.fr
118	Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité	OCADES Caritas Burkina/Ouahigouya		Production agro-sylvo-pastorale; Santé; Environnement eau et assainissement; Travail emploi et protection sociale; Justice et droits humains; Culture, sport et loisirs; Education et formation; Commerce et services marchands; Gouvernances administrative et locale	Ouahigouya; Gourcy; Séguénéga; Zogoré	70535317

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
119	Association pour la Relance Economique et Culturelle	AREC		Santé; production agro-sylvo-pastorale; Environnement eau et assainissement; Gouvernances administrative et locales; Justice et droits humains; Commerce et services marchands; Culture, sports et loisirs; Transformation industrielles et artisanales Travail, emploi et protection sociale; Recherche et innovation	Dans toutes les provinces et communes de la région du Nord	70 25 73 51
1120	Association APEDR	APEDR			Nord/ Passoré	76 50 86 42
121	ASSOCIATION ZODO	ZODO Renaissance			Nord/ Passoré	76 54 04 78
122	ASSOCIATION Solidarité et Entraide Mutuel au Sahel	SEMUS			Nord/ Passoré	70 23 28 04

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
123	Association Monde Rural	AMR			Nord/ Passoré	70 68 85 25
124	Association des Personnes Malvoyants au Passoré	APMAP			Nord/ Passoré	71 47 47 54
125	Association des Mains Unis pour le Développement	ASMUD			Nord/ Passoré	70 59 10 13
126	Association la Renaissance				Nord/ Passoré	70 73 27 89
127	Association le Berger				Nord/ Passoré	70 74 93 09
128	Association de Soutien aux Personnes vulnérables	ASPV			Nord/ Passoré	
129	Association pour la promotion de la Jeunesse Africaine et le Développement /Coordination Provinciale du Passoré	APJAD			Nord/ Passoré	76 56 39 77

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
130	Association internationale pour le Développement et la Solidarité en Afrique	AIDAS			Nord/ Passoré	70 29 46 41
131	Association AJDS/Bokin	AJDS			Nord/ Passoré	71 23 26 60
132	Association AGS	AGS			Nord/ Passoré	76 50 64 81
133	Association CERFI/Passoré	CERFI			Nord/ Passoré	70 10 73 06
134	Association Groupement Naam Passoré				Nord/ Passoré	70349056
135	Solidarité, Organisation, Lutte et Vie (Solvie)				Nord/ Passoré	70 26 25 14
136	Association Pour la Promotion de la Femme et de l'Enfant	APFE			Nord/ Passoré	55 70 30 83
137	Association ASFO/Passoré	ASFO			Nord/ Passoré	76 91 91 06

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
138	Association Beog Neré	ABN			Nord/ Passoré	70 04 12 46
139	Association Tel Taaba de Samba	ATTS			Nord/ Passoré	78 58 51 73
140	Association NUG TUUMA				Nord/ Passoré	61 60 03 16
141	Association Kombi Naam de Gomponsom pour le Sahel	AKNGS			Nord/ Passoré	61600316
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT IDENTIFIEES DANS LA REGION DU PLATEAU CENTRAL						
142	Association des Jeunes Yamwekré					
143	Tiipaalga					
144	Association les Mains Unies du Sahel					Pauline 78 53 17 71
145	Association Song Koadba					Sinare Fatimata 76 12 00 77
146	Pag la yiri					Mme Cisse 70 05 35 78
147	APAD					Sam Tokoro 70 48 43 41

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
148	Action pour la Promotion des Initiatives Locale					
149	Coordination Régionale des OSC du Plateau Central					
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT IDENTIFIEES DANS LA REGION DU CENTRE NORD						
150	Action pour la Promotion des Initiatives Locale	APIL				
151	Alliance Technique d'Assistance au Développement	ONG ATAD				
152	Association Vision Action Développement	AVAD				
153	Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité	OCADES CARITAS				
154	Tiipaalga					

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
155	CLUB SAHEL VERDURE					
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT IDENTIFIEES DANS LA REGION DU CENTRE OUEST						
156	Association Promo Monde Rural	APMR			Sapouy avec pour zone d'intervention la province du ZIRO	SAPOUY 76 47 56 94
157	Bedougouin de Sapouy					NAMA Karim 65389938
158	Nong-taaba de Sapouy					Marcelin NIKIEMA: 65750665
159	Coopérative Youyou Cassou					BENAO Alassane : 76787014
160	Association des élèves et étudiants de Cassou					Ayouba DIASSO: 70246199
161	Association Promo Monde					76475694
162	Association Manegb-Zanga de Kinkirsgogo					Edmond NIKIEMA: 70017827

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
163	ONG ASMADE	ASMADE				
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT IDENTIFIEES DANS LA REGION DES CASCADES						
164	Association TON			Environnement (moringa)	Niangoloko	Toro salifou: 70-22-33-96
165	Coopérative toure			Environnement (karité,miel)	Niangoloko (yendere)	soulama massana 72-23-32-71
166	Yele maso			Environnement (moringa)		Toro salifou 70-22-33-96
167	Sarata			Environnement (nere)		Mme traore/sib tiohemena 70-74-49-97
168	Scoops-ts/inounou-ina			Environnement (nere)	Toundra	Hema kounassi 56-98-35-45
169	Association des chasseurs dozo			Environnement (Chasse)	Ouangolodougou	Ouattara bakary 73-39-40-32
170	SABARI			Environnement(néré)	SIDERADOUGOU	Coulibaly Awa 71-59-94-66
171	alakabo			Environnement(néré)		Coulibali nawourba : 75616200
172	Cooperative guiguiya			Environnement(miel)		Ouattara adiarra 67192788

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
173	Association Nanningnin de bokelé			Environnement(miel)		Ouattara bamori : 75494500
174	Cooperative yeremadjigui			Environnement(karité)	SIDERADOUG OU	Ouattara adiaara
175	Groupement wend panga de dandougou			Environnement(miel)	SIDERADOUG OU - DANDOUGOU	Ouedraogo zakaria
176	Scoops des producteurs de miel Faso Djigui			Environnement(miel)	SIDERADOUG OU	Ouattara batieba
177	Fanguitisse			Environnement(miel)		ouedraogo halimata
178	Scoops/ Fanguitisse			Environnement(moringa)		Ouedraogo daouda
179	djiguiya			Environnement(miel)		Konate souleymane
180	Cooperative de Sidera			Environnement(baobab)		Barry omar
181	Entreprise privée			Environnement(baobab)		Maiga hamidou
182	dougaba			Environnement(karite)		Ouattara bamoussa

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
183	Faso dozo			Environnement(chasse)		Sagnon khalifa 70930520
184	Benkadi			Environnement(chasse)	Mangodara	
185	Association de gestion des ressources naturelles et de la faune de Boulon-Koflandé	AGEREF-BC		Environnement(karité)		TALL
186	Scoops-TBK/Tanôga			Environnement(nere)		Ouattara fati 65899524
187	Scoops-TBK Donkwalsé			Environnement(miel)	TIEFORA	Ouattara madjouna 61794113
188	Scoops-TS/Benafa			Environnement(miel)		Outtara minata : 71991382
189	Toquiné-paan			Environnement(miel)		Sory gaoussou : 75503193
190	Sorgban			Environnement(miel)		Sory daouda : 70575296
191	Sorgne			Environnement(miel)		Sory siele : 70813162

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
192	Tokolewi			Environnement(nerere)		Sory bayatri : 75432647
193	Scoops/GF Yacoufa de tatana			Environnement(nerere)	BANFORA	Soulama adama : 60129607
194	Scoops/GF bounouna			Environnement(liane)		Kone lamoussa: 70971079
195	Scoops/ifan.héfié			Environnement(Baobab, karite)		Ouattara fatoumata:73124773
196	Dabure			Environnement(karite)		Sirima/billa monique : 70130650
197	Scoops/kankeletigui			Environnement(Baobab, karite)		Diallo fatimata : 74790292
198	Faso miel de la Comoé	FAMICO		Environnement(miel)		Sirima rachel : 72064105
199	Scoops/GGF nabalfo			Environnement(Karite,nerere,miel)		Sagnon siepoua : 76440652 70931218
200	Scoops/GGF toumouseni			Environnement(miel)		Soura niama dit issa : 72512542
201	Scoops/cœur de mere de banfora			Environnement(miel)		Mme soulama/soma assita : 70237337

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
202	Scoops fawoublo			Environnement(Karite, nere)		Son sanata : 72779803
203	lignouma			Environnement(miel)		Coulibali bassirima : 74805140
204	Association des dozo			Environnement(chasse)		Karama koubage : 71689226
205	Faso dozo			Environnement(chasse)		Inace drissa
206	Association de gestion des ressources naturelles et de la faune de la Comoé-Léraba	AGEREF-CL		Environnement		BP 223 BANFORA Tel. 70 26 06 94/ 76 02 70 50 E-mail: mfkarama@yahoo.fr KARAMA : 76027050
207	ABACO			Environnement(Assainissement)		TRAORE Amadou : 51110614 70780884
208	JAD/CO			Environnement(Assainissement)		SOMA Adama : 78016432 63624342
209	NATURA			Environnement(Assainissement)		Mme Some : 70264948 71808796

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
210	RAMZIA/JOIE			Environnement(Assainissement)		Mme Bonkougou : 70277434 70526190
211	FADEH DJIGUIYA			Environnement(Assainissement)		Soulama alassane : 70594919
212	DOUGOU-SANYAN			Environnement(Assainissement)		Mme sirima : 60386675
213	GENIE ASSAINISSEMENT			Environnement(Assainissement)		Coulibaly pascal
214	BURKINA-CONSULT SERVICE (BC-MS)			Environnement(Assainissement)		Zongo moussa
215	BRIGADE VERTE			Environnement(Assainissement)		Traore fatoumata et fitini
216	Scoops/mafa-yo			Environnement(miel)	SOUBAKA	Hema drissa
217	Scoops/yacoufa			Environnement(miel)		Hema mamadou
218	Kitoko yacoufa			Environnement(miel)		Hema ardjouma

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web
219	Sababouyouma			Environnement(miel)		Sirima dieudonné
220	Benkadi			Environnement(Miel)		Sirima alassane
221	Djodahi			Environnement(Miel)		Hema mamadou
222	Mantara			Environnement(Miel)		Fayama harouna
223	Scoops/tpfnl/ben.baw			Environnement(nere)	BEREGADOUGOU	Ouattara/kone awa
224	Union de Bérégadougou			Environnement(nere)		Sontie sinfibagnin
225	Groupeement feminin ikebaina			Environnement(Nere)		Traore Haoua
226	Scoops/doty			Environnement(Karité, nere)		Traore Mariam
227	GROUPEMENT JENKADI SE BEREGADOUGOU			Environnement(nere)	OUO	YIGO/COULIBALY Aoua
228	Kanou					Ouattara minata

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web
229	Association des chasseurs de Ouou			Environnement(Chasse)		Ouattara Bema
230	Groupement bensabati			Environnement(nere)		Ouattara mariam
231	Scoops/heremandogo			Environnement(Nere, karité)	KANKALABA	Souratie abibata
232	SCOOPS BINKELEMA			Environnement(karité)		TRAORE KOROTIMI
233	SCOOPS-SABABOUGNOUM A			Environnement(karite)		Mme ouattara/kone
234	Yeobamba			Environnement(Karité,liane,nere)	LOUMANA	Ouattara daouda
235	Yetchonima			Environnement(Miel, karite, nere)		Some jacqueline
236	Gnongo demin			Environnement(Assainissement)		Diabate siaka
237	Association troupe akliyama yami de kawara			Environnement(Assainissement)		Sanou sintéré

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web
238	Association jeune espoir de lutte contre les maladies au Burkina Faso (AIEL/BF)			Environnement (Assainissement)		Ouatara amara
239	Association solidarité djiguiya de sindou			Environnement(Assainissement)	OUELENI	Boulo niampa
240	Association nouvelle vision (ANV)			Environnement(Assainissement)		Boulo niampa : 71100393
241	Association SANYA			Environnement(Assainissement)		Ouatara keletigui : 76084778
242	Groupement féminin yeleen			Environnement(Karité, néré)		Mme Bado/Traore Gnessia : 71633618
243	Association jeunesse consciente de la leraba			Environnement(Production de plants)		Ouatara adama : 70626574 76081574
244	Association sabarikagny de konadougou					Ouattara ardiouma
245	Groupement des mères éducatrices productrices			Environnement(Karité, moringa,nere)	KANKALABA	Coulibali diarra : 72813990 72196101

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
246	Coopérative djiguiya			Environnement(Karité, nere)		Ouattara massiaka : 70355189 76766704
247	Guibanssougué			Environnement(karité)		Koné Fatoumata : 75016542
248	Groupement des productrices de soubala kadje plewe			Environnement(nere)	LOUMANA	Kone mariam : 61378648
249	NIEMA des Productrice de soubala de koudonan douguoutiguisso			Environnement(nere)		Traore makani : 74315809
250	Association binkadi			Environnement(miel)		Traore moussa : 63197911
251	SININYASIGUI			Environnement(karité)		Traoré Aminata : 71690327
252	Groupement sague koulelé			Environnement(miel)		Traore issa : 75116929
253	katchinlé			Environnement(karité)	OUELENI	Bengali awa : 71039585

N°	Dénomination de l'ONG ou l'association	Sigle	Récépissé/Références	Domaine d'action	Zone d'intervention	Contact (téléphone, E-mail /Site web)
254	Groupelement pré-cooperatif bayayibayinienne			Environnement(nere)	WOLOKONTO	Hie mariatou : 66151719 77721555
255	Groupelement de producteurs de miel bayaigo			Environnement(miel)		Hie mationmssé : 75565292 75959608
256	Scoops/transformatrices de beurre de karite FALLATO			Environnement(karité)		Traore awa : 72418782
257	Groupe d'Intérêt Economique de Douna			Environnement(nere)	DOUNA	Hie bibata : 62714244
258	Yeya-igomana			Environnement(moringa)		Hie karidja : 52753221 64959690
259	Coopérative Niankorodougou			Environnement(karité)	Niankorodougou	Traore Mariam : 62961526

Membres fondateurs de la coalition des organisations de la société civile sur le changement climatique

N°	Structure	Téléphone
1	A2N/Dori	40 46 03 01 / 70 23 93 49
2	ABAC/Ouahigouya	70 25 00 74
3	ACEAS Burkina	50 34 30 08
4	ADECU.S.S	70 28 61 89
5	ADN/Nahouri	70 00 25 92
6	AESD/Bam	78 51 38 66
7	AFD/TNKH Fada	70 35 66 80
8	AFRS	40 45 80 19 / 70 73 75 18
9	AGEREF/Comoé-Léraba	70 26 06 94
10	AILG/RIAD-ACP	70 24 70 63 / 78 80 78 83
11	AMR-Burkina	40 54 92 70 / 70 28 56 31
12	ANAP/K	70 73 74 11
13	ANAR	50 35 15 41
14	ANTD/Kayao	76 66 47 84
15	APESS	72 45 45 90
16	APROGED	70 72 62 21 / 78 32 44 67
17	ARCADE	71 61 55 41 / 78 18 03 79
18	ARFA	40 77 06 70 / 70 26 94 16
19	ASPN/Zondoma	70 22 64 17
20	BISSAKOUPou/Boulgou	70 11 39 73
21	BLONGA/Bam	71 18 08 76 / 78 42 05 59
22	CIC	76 66 16 65
23	CNP/NZ	70 24 33 67
24	CODDE	50 39 31 81
25	COMADEC/ Fada	76 61 69 04
26	CPF	50 30 18 44 / 70 26 71 60
27	DAKUPA	70 21 15 62

28	Diakonia	50 35 90 19
29	ECLA	76 64 91 58
30	FADCO	50 36 51 32
31	FEPAB	70 31 42 20
32	FNGN	40 55 04 11
33	Gamowiigna Nahouri	50 40 30 82
34	GERDDES-Burkina	50 30 53 36 / 70 27 98 43
35	Green Cross Burkina Faso	50 43 31 65 / 78 81 78 72
36	IAVS	70 77 23 32 / 78 77 04 73
37	Intermon Oxfam	50 36 20 68 / 78 39 27 46
38	NATURAMA	70 20 62 08
39	ONG-AGED	50 36 88 37 / 70 43 32 25
40	RAC+	78 89 03 86
41	RAPPED	50 50 25 00 / 70 26 12 69
42	Réseau MARP	50 39 32 33 / 70 20 74 36
43	SEMUS	40 54 01 78
44	SOS Santé et Développement	50 35 27 27 / 70 32 15 91
45	SOS/Sahel International	70 78 27 17
46	SPONG	50 34 30 08
47	UNPC-B	72 75 72 69
48	Water-Aid Burkina	70 43 18 01

Annexe 2 : Liste des responsables rencontrés

N°	Nom et Prénom (s)	Fonction/ Structure	Contacts/Lien avec l'étude
1.	Kaboré Augustin	Secrétaire Permanent SP/CNDD	Point focal Institutionnel de la CCNUCC : assure la tutelle administrative et technique de la CCNUCC au Burkina Faso
2.	Kinda Péléga Athanasé	Facilitateur NDC Partnership du Burkina Faso	Personne de contact des partenaires du NDC Partnership au Burkina Faso
3.	Poda Winyermai Célestin	PNUD	
4.	TRAORE Do Etienne	Point focal National de la CCNUCC	Coordonne et rend compte des progrès du Burkina Faso
5.	OUEDRAOGO Issaka	Secrétaire Exécutif du FVC	Coordination des financements en lien avec l'adaptation et l'atténuation
6.	SONNY Boris	Coris Bank	Financement de projets vert et Entité dans le processus d'accréditation au FVC
7.	NOUGTARA Boukari	PDG Charcuterie Moderne SARL	Promoteur privé de projet vert : énergie renouvelable
8.	ZAGRE Inoussa	Département des Politiques de Développement Durable (DPDD)	Coordination et organisation de la CONADD
9.	NAKANABO Tassére	Observatoire du national du développement Durable	
10.	LOUGUÉ Aboubacar Okana	Coordonnateur Général de la Conférence National des Jeunes pour le Climat CONAJEC	
11.	OUEDRAOGO Ouereratou	AYIC	71 02 20 26

12.	BAMOGO Yambi	SG Conseil Régional Plateau Central	70604646
13.	SOME Z Séverin	SG Gouvernorat Plateau Central	
14.	SAWADOGO Abdoul Kader	Chef de service Foret Faune DREEVCC/Plateau Central	
15.	ZONGO Moumouni	2eme Adjoint Maire de Ziniaré	71715335
16.	SINARE Fatimata	Association Song Koadba (ASK) Ziniaré Association YIIKRI Ziniaré	70569444
17.	LENGANI Ousmane	CR/OSC/PCL	76631714
18.	OUEDRAOGO M. Louis	DREEVCC/PCL	66649034
19.	OUEDRAOGO Didier	OCADES Kaya	71894640
20.	BAMOGO Boukary	AVAD	70400411
21.	OUEDRAOGO Victor	ATAD	70361787
22.	OUANDAOGO Zakaria	DPEEVCC/ Sanmatenga	70617529
23.	OUEDRAOGO Emmanuel	SG/CR/ CN	70805325
24.	OUEDRAOGO Abdoulaziz	2eme Adjoint Maire Kaya	70860532
25.	OUEDRAOGO Boureima	SG/CR/Sahel	70967420
26.	COMPAORE Aimé	DPEEVCC SENO	
27.	BAMOGO Saidou	APIL	
28.	OUEDRAOGO Rasmata	Association Bark Zaaka	
29.	BINGO Bernard	DREEVCC	
30.	BILGO Honoré Wend Panga	DREEVCC/ Centre Est	

31.	DARGA Jeff Aristide	Association Voie des Jeunes du Centre Est	63916962
32.	RIBGOLONGO Ghislaine	Association Voie des Jeunes du Centre Est	72459223
33.	IBRIGA Hamidou	AJVLS	70643282
34.	DIAO Yobi Yacoub	Children believe	72594913
35.	BANGRE Ousmane	1er Adjoint Maire Tenkodogo	70737164
36.	KIEMA Lydia	SG/CR/CE	70379827
37.	SANOU Wilfried BOLLY	Service environnement et assainissement de la mairie de Ouahigouya	
38.	OUEDRAOGO	Service planification de la DREEVCC du Nord	
39.	OUEDRAOGO Boureima	Secrétaire Général du conseil régional du Nord	
40.	OUEDRAOGO Michel	Directeur de l'action économique du CR du Nord	70292023
41.	BAMBARA Eric	SAF du Conseil Régional d'Agriculture du Nord	
42.	TONDE Djibril	Service communal charge de la sensibilisation et la gestion des ordures et eaux usées Koudougou	
43.	SIDIBE Brahim	Chef de service/DREEVCC	
44.	SOMA Daouda	Association des Jeunes pour la Promotion de l'Environnement	70 11 41 02
45.	HEMA Soungalo	BURKINA CONSULT MULTI-SERVICE (BC- MS)	60 60 33 91
46.	KONE Lamoussa	Union des Groupements de Gestion Forestière de Bounouna	70 97 10 79
47.	SOME Lydie	NATURA	70 26 49 48

48.	COULIBALY Pascal	Génie Assainissement	70 01 22 50
49.	TOU Fousseni	Association de gestion des ressources naturelles et de la faune de la Comoé-Léraba (AGEREF/CL)	70 14 55 99
50.	SOMA Adama	JAD Comoé	72 16 60 29
51.	TRAORE Amadou	ABACO	51 11 06 14
52.	SOULAMA Alassane	FADEH DJIGUIYA	70 59 49 19
53.	Hie Mariatou	Groupement pré-coopératif bayayibayinienne	66 15 17 19
54.	SOULAMA Massana	Coopérative Touré	72-23-32-71

Annexe 3 : guide d'entretien

GUIDE D'ENTRETIEN

« Etude sur la cartographie des acteurs étatiques et non étatiques (gouvernement, OSC, secteur privé et PTF, et les groupes vulnérables) et des espaces de dialogue dans le domaine du changement climatique au niveau national et local du Burkina Faso »

Informations générales

Date et lieu de l'entretien :

Structure/institution :

Fonction/statut du répondant au sein de la structure.....

Nom et prénom du répondant :

Sexe et niveau d'instruction du répondant :

Brève présentation de la structure (*échelle d'intervention ; ses domaines d'interventions, ses missions et activités en lien avec le changement climatique*) :

.....

Rôle et niveau d'implication de votre structure dans la gestion des ressources naturelles et la lutte contre les changements climatiques au Burkina Faso de manière générale et la CDN/PNA de manière spécifique (expliquer c'est quoi CDN ? PNA ?)

.....

N	Thématique	Questions principales	Question suscitée
1	Identifier les espaces de dialogue qui existent sur le changement climatique au niveau national et local et les possibilités pour les OSC d'y participer	Dans vos espaces de dialogue existent-ils des cadres spécifiques à l'environnement et changement climatique ? lesquels ?	Si oui, comment la société civile et les OSC sont-elles impliquées ? Si non, quel sont les possibilités à votre niveau pour leur implication ?

N	Thématique	Questions principales	Question suscitée
		<p>Quelles sont les forces, limites ou faiblesses de chaque espace de dialogue ?</p> <p>.....</p>	
		<p>Y a-t-il des organisations représentant les groupes vulnérables (femmes, personnes handicapées, jeunes) qui participent à ces cadres de dialogue ?</p> <p>.....</p>	
		<p>Quelle appréciation d'ensemble avez-vous de la participation des groupes vulnérables dans la protection de l'environnement et la mise en œuvre des politiques en matière d'environnement ?</p> <p>.....</p>	
		<p>Quel pourrait être votre accompagnement pour une meilleure participation de OSC dans le processus de suivi ?</p> <p>.....</p> <p>.</p>	
2	<p>Déterminer le nombre de plaidoyers/interpellations réussis par les OSC pour influencer le débat, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques en matière de changement climatique au Burkina Faso</p>	<p>Avez-vous connaissance de plaidoyers ou interpellations réussis conduits par les OSC ou que vous avez soutenus pour influencer le débat en matière de protection des ressources naturelles et de changement climatique ?</p> <p>.....</p> <p>.</p>	<p>Si oui, lesquels ? (des exemples)</p> <p>Quelles étaient les atouts ?</p> <p>Quels étaient les limites et/ou les problèmes qui</p>

N	Thématique	Questions principales	Question suscitée
			limitent la participation ?
3	Déterminer le nombre d'espaces de dialogue qui existent au niveau national et local notamment dans les régions du programme Benkadi	Existe-t-il des espaces de dialogue en matière de CC que vous aviez mis en place ou que vous appuyez ?	Si oui, quelles sont les forces, limites ou faiblesses de chaque espace ? Quel pourra être la contribution du programme Benkadi pour soutenir ces espaces de dialogue ?
4	Faire ressortir les relations de pouvoir/influence/centre d'intérêt qui entravent ou facilitent la participation des OSC représentant des groupes vulnérables aux espaces de dialogue sur le changement climatique au niveau national et local	<p>Dans la gestion de l'environnement à votre niveau, les OSC représentant des groupes vulnérables sont-elles impliquées ?</p> <p>A quel état elles sont impliquées ?</p> <p>Quelles sont les relations de pouvoir qui existent entre les différents acteurs en matière de gestion des ressources naturelles et de gouvernance climatique ?</p> <p>Comment Programme Benkadi peut-il s'engager stratégiquement avec les acteurs pour la cause de</p>	Citez-les contraintes/limites .

N	Thématique	Questions principales	Question suscitée
		l'environnement et des changements climatiques ?	
		Dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et la lutte contre les changements climatique en général et du suivi de la CDN et des PNA en particulier, quels sont les 3 principaux leviers qui aideront Benkadi à transformer les relations entre l'État et la société civile y compris les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap vers des processus politiques plus inclusifs ?	
5	Faire des recommandations et des suggestions dans le but de permettre au programme Benkadi d'entreprendre des actions de plaidoyer/interpellation en vue d'une meilleure participation de la société civile dans la gouvernance climatique au Burkina Faso.	Pour une meilleure participation de la société civile dans la gouvernance climatique au BF, quelles recommandations et/ou suggestions vous pouviez leur faire ?	
6	Cartographie des acteurs	Quels sont les acteurs (acteurs gouvernementaux, OSC, personnes vulnérables, PTF, etc.) qui vous accompagnent dans la gestion des ressources naturelles et des changements climatiques ?	

N	Thématique	Questions principales	Question suscitée
		<p>Avez-vous des acteurs (acteurs gouvernementaux, OSC, personnes vulnérables, PTF, etc.) que vous soutenez dans le cadre de la gestion des ressources naturelles et des changements climatiques ? Si oui lesquels ?</p> <p>.....</p>	
7	Votre dernier mot	<p>Avez-vous autres choses à dire dont on n'a pas parlé ?</p> <p>.....</p>	

Merci pour la collaboration